

Information  
sur le marché  
du travail **imt**



REGARD SUR LE  
MARCHÉ DU TRAVAIL  
DE LA RMR DE MONTRÉAL

Table  
métropolitaine  
de Montréal



# Introduction

---

Le présent document, *Regard sur le marché du travail de la RMR de Montréal*, s'inscrit dans le cadre de l'établissement des problématiques du marché du travail, un des mandats dévolus à la Table métropolitaine de Montréal<sup>1</sup>. Tout en constituant la mise à jour du document *Le marché du travail et la problématique du chômage pour la région métropolitaine de recensement de Montréal* produit en 1996 par les directions de la planification des SQDM de Montréal, Laval-Laurentides-Lanaudière et Montérégie, ce document se veut avant tout un portrait socio-économique général de la RMR de Montréal, devant éventuellement conduire à la réalisation d'études plus approfondies sur certains thèmes.

En 2000, plus du tiers de la population canadienne habitait dans les régions métropolitaines de Montréal, Toronto et Vancouver. La région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal accueillait pour sa part environ la moitié de la population du Québec, soit 3,5 millions d'habitants. Ces seules données illustrent l'importance des unités socioéconomiques que constituent les régions métropolitaines sur la scène provinciale et canadienne.

Sur le plan du marché du travail, le 1,69 million de résidents en emploi de la RMR de Montréal constituait un seul bassin d'emploi. En effet, la région métropolitaine représente un marché du travail unifié par l'ampleur des déplacements de la main-d'œuvre à l'intérieur de son territoire et par le fait, estime-t-on, que plus de 95 % des personnes qui y habitent y travaillent. Ce marché unifié transcende d'ailleurs la réalité des régions administratives qui en font partie. La région métropolitaine est également composée d'acteurs étroitement interreliés sur le plan de la consommation, de la production, des institutions, des services à la collectivité, de la culture et en ce qui a trait au positionnement du Québec sur le plan international.

Dans la première partie, nous exposons brièvement les considérations méthodologiques qui ont encadré la collecte de l'information fournie. Cela apparaît essentiel en raison de l'évolution des différents découpages territoriaux touchant la RMR. Les deuxième et troisième parties comportent chacune deux sections, soit la main-d'œuvre (offre) et les entreprises (demande). Dans la partie sur la RMR et son environnement, nous analysons le marché du travail en tant qu'entité unique avec ses caractéristiques propres, c'est-à-dire son évolution face à d'autres régions métropolitaines et son importance au sein du Québec. De fait, la RMR de Montréal affiche encore aujourd'hui le taux de chômage le plus élevé des régions métropolitaines nord-américaines. Dans la partie intramétropolitaine, nous portons une attention particulière à la mobilité de la main-d'œuvre et des entreprises ainsi qu'aux divers territoires plus ou moins différents quant à leurs caractéristiques (évolution du chômage et ses causes). Nous reprenons les principaux éléments d'analyse dans les points à retenir à la fin de chaque partie.

Finalement, la conclusion met en parallèle les forces et les faiblesses du marché du travail de la métropole afin de faciliter les exercices d'établissement des priorités qui pourraient s'ensuivre.

---

1. Outre l'établissement de la problématiques du marché du travail de la RMR de Montréal, la Table métropolitaine de Montréal s'est vue confier, lors de sa création en 1998, le mandat de définir des stratégies et des objectifs métropolitains en matière de main-d'œuvre et d'emploi, d'harmoniser les plans régionaux de développement de l'emploi s'appliquant à ce territoire métropolitain et de collaborer avec les instances régionales de développement pour contribuer à la définition de dossiers susceptibles de faire l'objet d'ententes spécifiques.



# Table des matières

---

<b>INTRODUCTION</b>	1
<b>PARTIE 1</b>	
<i>Considérations méthodologiques</i>	5
<b>1.1 Définition de la RMR de Montréal et de ses sous-territoires</b>	7
<b>1.2 Les données basées sur le territoire des 47 CLE de la région métropolitaine</b>	7
<b>1.3 Méthode de collecte</b>	7
<b>1.4 Définition de certains concepts</b>	7
<b>PARTIE 2</b>	
<i>La RMR de Montréal et son environnement</i>	9
<b>2.1 La main-d'œuvre</b>	11
2.1.1 L'évolution de la population et ses caractéristiques	11
2.1.2 Emploi et chômage	15
<b>2.2 Les entreprises</b>	17
2.2.1 Caractéristiques des entreprises	17
2.2.2 Création d'emplois, chômage et entrepreneuriat	18
<b>2.3 À retenir sur la RMR de Montréal et son environnement</b>	19
<b>PARTIE 3</b>	
<i>La dimension intramétropolitaine</i>	21
<b>3.1 La main-d'œuvre</b>	23
3.1.1 La mobilité de la main-d'œuvre	23
3.1.2 L'évolution de la population et ses caractéristiques	24
3.1.3 Emploi et chômage	25
<b>3.2 Les entreprises</b>	27
3.2.1 La mobilité des entreprises	27
3.2.2 Caractéristiques des entreprises	27
3.2.3 Création d'emplois, chômage et entrepreneuriat	28
<b>3.3 À retenir sur la dimension intramétropolitaine</b>	30
<b>CONCLUSION</b>	31
<b>Les principales forces de la RMR de Montréal</b>	33
<b>Les principales faiblesses de la RMR de Montréal</b>	34
<b>ANNEXES</b>	34
<b>LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES</b>	47
<b>RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b>	48



# Partie 1

---

CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES





# Considérations méthodologiques

Nous précisons dans cette partie la définition retenue de la RMR de Montréal et de ses sous-territoires, suivie des considérations quant aux sources d'informations disponibles. Nous présentons ensuite les principaux concepts touchant l'analyse du marché du travail.

## 1.1 DÉFINITION DE LA RMR DE MONTRÉAL ET DE SES SOUS-TERRITOIRES

Plusieurs éléments entrent dans la définition d'une région métropolitaine de recensement telle qu'elle est retenue par Statistique Canada. D'abord, la RMR est délimitée à partir d'un noyau urbanisé. Une municipalité ou subdivision de recensement est rattachée à ce noyau si elle en fait partie entièrement ou partiellement ou si elle répond à un certain nombre de critères d'inclusion. Les principaux concernent les déplacements domicile/travail (50 % des gens qui y vivent y travaillent) et la continuité du territoire. Les municipalités composant une RMR entretiennent donc par définition un lien significatif avec le centre urbain et économique de cette région métropolitaine, principalement en ce qui a trait au marché du travail. Les limites de la RMR sont revues périodiquement, soit tous les cinq ans lors du recensement, afin de refléter adéquatement la réalité.

En 1996, la RMR de Montréal était composée de 111 municipalités répondant à ces critères d'unité<sup>2</sup>. Deux réalités fort différentes coexistent toutefois dans la même entité administrative pour trois des cinq régions de la RMR, soit Laurentides, Lanaudière et Montérégie, ce qui biaise fortement les analyses de ces trois régions, car cela donne un diagnostic moyen entre les parties incluses et non incluses dans la RMR. En d'autres mots, il ressort que les données portant sur la partie RMR ne peuvent pas être généralisées aux différentes régions administratives, tandis que les données sur les régions doivent être nuancées pour refléter les portions RMR.

## 1.2 LES DONNÉES BASÉES SUR LE TERRITOIRE DES 47 CLE DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE

À des fins d'analyse, nous utilisons dans certains cas des données de la population active pour chacun des 47 centres locaux d'emplois (CLE) chevauchant le territoire de la RMR de Montréal. Bien qu'il existe de grandes similitudes entre les données visant la RMR de Montréal et les 47 CLE qui la chevauchent, il importe de préciser que le découpage territorial des 47 CLE regroupe près d'une quinzaine de municipalités qui ne font pas partie de la RMR de Montréal ou encore qu'une partie de la municipalité se situe dans la RMR. En contrepartie, une demi-douzaine de municipalités se trouvant dans la RMR de Montréal relève de CLE situés hors RMR<sup>3</sup>.

## 1.3 MÉTHODE DE COLLECTE

Il existe une série de sources qui permettent de tracer un portrait historique et comparatif du marché du travail de la RMR de Montréal : *Enquête sur la population active (EPA)*, recensements, études et autres. Les données sur les prestataires de l'assistance-emploi et de l'assurance-emploi ainsi que sur les déplacements des travailleurs renvoient aux 47 CLE situés dans les limites territoriales de la RMR. D'autres données comme celles portant sur l'entrepreneuriat et les investissements, présentées à titre indicatif seulement, concernent l'ensemble des régions administratives, englobant ainsi des parties de territoire situées à l'extérieur de la RMR. C'est notamment le cas des régions Lanaudière, Laurentides et Montérégie.

## 1.4 DÉFINITION DE CERTAINS CONCEPTS

### *Population de 15 ans et plus*

Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant sur le territoire étudié, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institution et des membres des Forces armées.

### *Population active*

Personnes parmi la population de 15 ans et plus qui ont un emploi (personnes occupées) ou qui cherchent un emploi.

2. La liste des municipalités composant la RMR de Montréal et de ses sous-territoires est présentée à l'annexe 1.

3. La liste des municipalités visées par l'une ou l'autre des situations est présentée à l'annexe 2.

### ***Résidants en emploi***

Personnes qui ont un emploi rémunéré (comprend le travail familial non rémunéré comme l'exploitation d'une ferme) ou qui ont un emploi mais qui ne sont pas au travail dans la semaine précédant l'enquête (en raison de maladie ou invalidité, obligations personnelles ou familiales, conflit de travail, vacances). Autrement dit, il s'agit des personnes occupées telles qu'elles sont définies par Statistique Canada. Cette distinction vient du fait que les statistiques sur l'emploi fournies par l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada sont compilées en fonction du lieu de résidence indépendamment du lieu de travail.

### ***Emplois***

Postes occupés sur un territoire donné (indépendamment du lieu de résidence de l'occupant). On constate généralement une différence entre le nombre d'emplois et le nombre de résidants en emploi. Plus le territoire observé est large, moins l'écart sera significatif, puisque les flux de main-d'œuvre et d'emploi risquent de se produire à l'intérieur de ses limites (c'est-à-dire autonomie relative).

### ***Taux d'activité***

$$\frac{\text{population active}}{\text{population de 15 ans et plus}} \quad \times 100$$

### ***Taux d'emploi***

$$\frac{\text{nombre d'emplois}}{\text{population de 15 ans et plus}} \quad \times 100$$

### ***Chômeurs***

Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

### ***Taux de chômage***

$$\frac{\text{nombre de chômeurs}}{\text{population active}} \quad \times 100$$

### ***Chômage frictionnel***

Chômage créé par les travailleurs qualifiés qui quittent leur emploi pour en trouver un meilleur ainsi que par les jeunes personnes diplômées et qui sont temporairement en chômage. C'est le taux de roulement normal de la population active, qui existerait malgré la présence du plein emploi.

### ***Chômage conjoncturel***

Chômage que l'on nomme aussi cyclique car il suit l'activité économique. Il est provoqué par l'insuffisance de la demande qui, à son tour, se répercute sur la production de biens et de services. Ce chômage s'accroît en période de récession et diminue en période de croissance.

### ***Chômage structurel***

Chômage qui découle du fait que les compétences demandées par les entreprises ne correspondent pas à celles disponibles sur le marché du travail.

### ***Chômage saisonnier***

Chômage occasionné par des événements annuels réguliers, tels que les variations des conditions climatiques, les vacances, les cycles agricoles, etc.

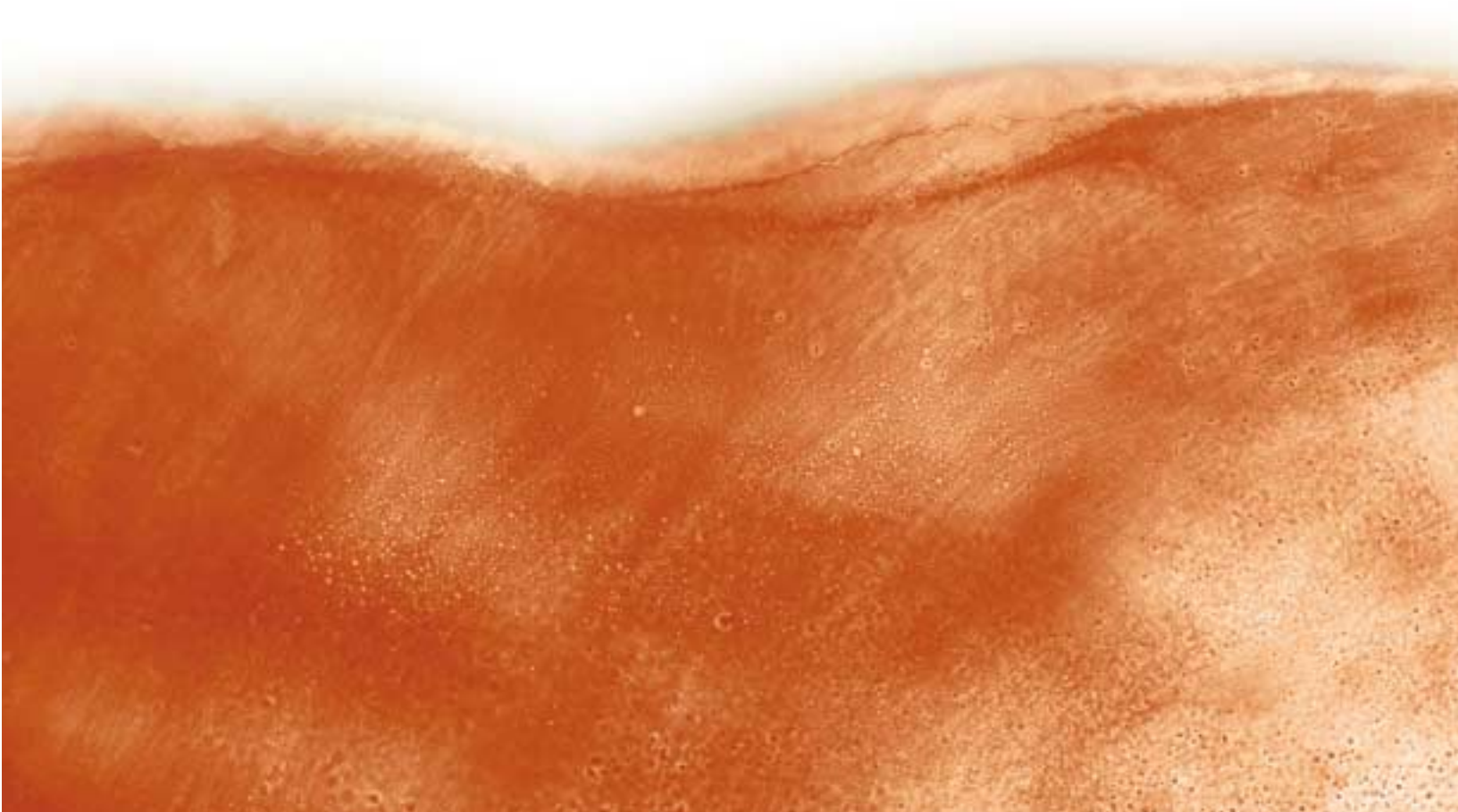
### ***Ménage***

Toute personne ou tout groupe de personnes vivant dans un même logement. Un ménage peut se composer d'une personne vivant seule, d'un groupe de personnes non apparentées ou d'une famille.

# Partie 2

---

LA RMR DE MONTRÉAL ET SON ENVIRONNEMENT





# La RMR de Montréal et son environnement

---

L'évolution socioéconomique de la RMR de Montréal a été marquée par plusieurs phénomènes au cours du 20<sup>e</sup> siècle. À l'instar des industries porteuses de croissance dans la première moitié du siècle, plusieurs industries de la RMR sont entrées dans leur phase de maturité sur le marché intérieur (par exemple, l'industrie des produits électriques et électroniques ou du matériel de transport – aéronautique). Cette situation engendre une baisse relative de demande. L'accroissement de la concurrence internationale provoque entre autres choses une part de délocalisation des moyens de production et l'implantation de nouvelles technologies afin de réduire les coûts. Concurrentement au développement d'infrastructures routières, nous observons le déplacement de certaines industries à l'extérieur du centre urbain avec, en général, le développement des emplois associés aux services à la collectivité.

Comme nous le verrons, la RMR de Montréal constitue en 2000 un marché de base de plus de 3,5 millions de personnes. Nous y retrouvons une main-d'œuvre diversifiée, des infrastructures de transport (réseau routier) et de télécommunication développées, l'accès à du capital de risque avec une concentration d'institutions financières, bancaires, et d'assurances. La RMR constitue l'un des pôles manufacturiers les plus diversifiés d'Amérique du Nord avec la présence de filières dans des marchés hautement compétitifs : télécommunications, informatique et logiciels, aéronautique, aérospatiale, pharmaceutique, micro-électronique et matériel de transport. Nous notons aussi la présence d'une importante base de recherche universitaire et privée, une concentration d'universités et de collèges, dont plusieurs départements ont une renommée mondiale. La présence de nombreuses communautés culturelles fait également de la RMR de Montréal le principal lieu d'accueil des immigrants au Québec. Et sur le plan international, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et les ententes de l'Organisation mondiale du commerce placent l'économie de la RMR devant de nouveaux défis, tant au point de vue des secteurs traditionnels (habillement) que des secteurs de haute technologie.

Le chômage dans la RMR représente un défi de taille, puisque, malgré une diminution notable du nombre de chômeurs au cours des dernières années, nous y observons le taux de chômage le plus élevé des métropoles nord-américaines, la présence d'un nombre considérable de ménages vivant sous un seuil de faible revenu, une part significative de main-d'œuvre dont la qualification professionnelle ne correspond plus aux exigences du travail.

Cette deuxième partie trace donc un portrait de la main-d'œuvre et des entreprises de la RMR de Montréal en tant qu'entité unique, en la situant dans son environnement, tantôt en comparaison avec d'autres RMR canadiennes et américaines, tantôt avec l'ensemble du Québec pour en faire ressortir les caractéristiques et quelques enjeux.

## 2.1 LA MAIN-D'ŒUVRE

La main-d'œuvre correspond à l'ensemble des personnes de 15 ans et plus qui occupent ou se cherchent un emploi. Les caractéristiques personnelles et socioprofessionnelles de cette main-d'œuvre reflètent son employabilité et, par le fait même, l'ampleur des risques de chômage auxquels elle est exposée.

### 2.1.1 L'évolution de la population et ses caractéristiques

#### a) La population

Selon les données du recensement de 1996, il ressort que la région métropolitaine de Montréal représente la plus grande agglomération du Québec, avec une population de 3 397 700 habitants (7 274 000 au Québec). Lorsque nous regardons l'évolution de la population de 15 ans et plus entre 1987 et 1994 et entre 1994 et 2000 des RMR de Toronto, Vancouver et Montréal, nous remarquons que cette dernière est celle qui a connu la croissance la moins marquée. Cette croissance est cependant sensiblement du même ordre que celle du Québec.

La faible croissance démographique de la RMR de Montréal, comparativement à celle de Toronto et de Vancouver, attribuable entre autres à un faible taux de natalité et à un accueil moins important d'immigrants, n'est pas s'en inquiéter plusieurs. En effet, bien que la RMR de Montréal est le lieu d'accueil de la majorité des personnes immigrantes au Québec, elle n'en accueille pas assez pour combler l'effet justement négatif de la faible natalité. De plus, signalons qu'avec le vieillissement de la population, Statistique Canada prévoit qu'il y aura en 2026 « de moins en de moins de gens de 15 à 64 ans pour soutenir les cohortes qui en dépendent généralement, soit les personnes de 0 à 14 ans et de 65 ans et plus. »<sup>4</sup>

## TABLEAU 1

POPULATION DE 15 ANS ET PLUS SELON LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE RECENSEMENT, 1987-2000

ANNÉE	RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL(000)	RÉGION MÉTROPOLITAINE DE TORONTO(000)	RÉGION MÉTROPOLITAINE DE VANCOUVER (000)	ENSEMBLE DU QUÉBEC (000)
1987	2 522	2 993	1 202	5 311
1994	2 716	3 397	1 444	5 753
<b>% de variation 1987-1994</b>	<b>8 %</b>	<b>13 %</b>	<b>20 %</b>	<b>8,3 %</b>
2000	2 798	3 849	1 683	5 936
<b>% de variation 1994-2000</b>	<b>3 %</b>	<b>13,3 %</b>	<b>16,4 %</b>	<b>3,2 %</b>

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, donnée chronologiques 1987-1999 et publication no.71-001-PIB, 28 février 2001.

Par ailleurs, selon les prévisions de l'Institut de la statistique du Québec, la population de la région métropolitaine de Montréal pourrait accueillir 220 000 nouvelles personnes d'ici l'an 2006, soit une croissance de 6,5 %. Cette croissance serait notamment supérieure à celle que pourrait connaître le Québec pour la même période (3,7 %)<sup>5</sup>.

## TABLEAU 2

PRÉVISION DE L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE LA RMR DE MONTRÉAL ET QUÉBEC, 1996-2006

ANNÉE	RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL (000)	ENSEMBLE DU QUÉBEC (000)
1996	3 396	7 274
2006	3 616	7 544
<b>% de variation 1996-2006</b>	<b>6,5 %</b>	<b>3,7 %</b>

Source : Institut de la statistique du Québec, *Perspectives de la population québécoise dans les différentes régions administratives*, 1996 à 2041, Québec, 1999.

### b) La population selon la scolarité

Les données portant sur le plus haut niveau de scolarité indiquent un relèvement généralisé de la scolarité entre 1991 et 1996. La part relative de la population adulte ayant moins de neuf années de scolarité a diminué, passant de 20,6 % à 18,5 %, alors la population ayant un niveau de scolarité universitaire a gagné du terrain, passant de 10,3 % à 13,3 %.

Par ailleurs, la population de la RMR de Montréal est relativement plus scolarisée que la moyenne du Québec. En fait, la proportion de la population de 15 ans et plus ayant moins de neuf années de scolarité est inférieure dans la RMR de 2 % à celle du Québec (16,1 % contre 18,1 %), tandis que celle ayant terminé des études universitaires (baccalauréat et autres diplômes supérieurs) est supérieure d'environ 3 % (15,4 % contre 12,2 %).

4. Développement économique Canada, *Économie du Québec Analyse des tendances*, direction générale Planification et Orientations stratégiques, mai 2000.

5. Un phénomène de dépopulation dans les régions éloignées des grands centres, dont profite les RMR, explique en grande partie pourquoi le taux de croissance prévisible de la RMR de Montréal devrait être supérieur à celui de l'ensemble du Québec. Ce phénomène n'est cependant pas exclusif à la seule RMR de Montréal, mais aussi aux autres RMR sises sur le territoire québécois.

Cette forte proportion de personnes hautement scolarisées constitue certes un atout pour la RMR. Cette situation n'est sûrement pas étrangère à la présence de plusieurs universités, centres de recherche et sièges sociaux dans la région. Malgré cela, nous observons un nombre élevé de personnes, soit près de 850 000 de 15 ans et plus (environ le tiers des personnes de 15 ans et plus), qui n'avaient pas obtenu de diplôme d'études secondaires en 1996. Bien qu'il faille relativiser la problématique liée au nombre de personnes ayant un faible niveau de scolarité étant donné qu'une proportion importante de ce groupe est assez âgée<sup>6</sup>, il ressort encore aujourd'hui, selon les données du ministère de l'Éducation (MEQ), qu'environ 19 % des élèves ne poursuivent pas leurs études jusqu'à l'obtention du diplôme d'études secondaires. Ce phénomène est troublant, car un nombre important de ces personnes rejoignent bon an mal an le lot des chômeurs de longue durée.

Notons que le phénomène du décrochage scolaire est davantage perceptible chez les garçons que chez les filles. En fait, la probabilité d'obtenir un diplôme de niveau secondaire est plus forte chez les femmes que les hommes<sup>7</sup>. La différence entre les deux sexes se situait à plus de 14 points d'écart en 1998-1999, soit 91 % contre 77 %. Or, de manière à diminuer le taux de décrochage scolaire, on note que la première orientation retenue par le ministère de l'Éducation, dans son Plan stratégique 2000-2003, est justement celle de l'accroissement de la réussite scolaire des élèves et de la persévérance jusqu'au diplôme<sup>8</sup>.

### c) La population selon le groupe professionnel

La population active de la RMR de Montréal comporte une forte diversification professionnelle. Elle est présente à peu près dans tous les groupes professionnels, certains plus que d'autres.

## TABLEAU 3

ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE SELON LE GROUPE PROFESSIONNEL AU SEIN DE LA RMR, 1994 ET 2000

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1994 (000)	2000 (000)	CROISSANCE 1994-2000 %
Sciences naturelles et appliquées	90,5	128,6	42,1
Secteur primaire	10,6	14,4	35,8
Arts, culture et loisirs	51,6	65,5	26,9
Ventes et services	362,5	419,3	15,7
Gestion	159,7	183,1	14,7
Sciences sociales, enseignement et administrations publiques	107,7	119,9	11,3
Sciences de la santé	88,5	96,9	9,5
Métiers, transport et machinerie	180,4	193,4	7,2
Affaires, finance et administration	316,1	336,9	6,6
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	126	131,9	4,7
<b>Ensemble des branches d'activité</b>	<b>1493,3</b>	<b>1689,9</b>	<b>13,2</b>

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 1987-2000 – Emploi selon la RMR et la profession*.

Comme nous pouvons le noter, le groupe professionnel du secteur des ventes et des services occupe le haut du pavé pour le nombre d'emplois, avec plus de 419 300 emplois en 2000, en hausse de 15,7 % depuis 1994. Ce pourcentage est légèrement supérieur au taux enregistré pour l'ensemble des groupes professionnels (13,2 %). En fait, la hausse la plus spectaculaire est celle enregistrée par le secteur des sciences pures et appliquées, soit près de 42,1 % entre 1994 et 2000. Le secteur primaire enregistre aussi une hausse appréciable avec une croissance de 35,8 %.

6. Notons que d'un recensement à l'autre la part des personnes faiblement scolarisées diminue. À titre de comparaison, 61,6 % des personnes de 15 ans et plus au Québec avaient un diplôme d'études secondaires ou moins en 1991 comparativement à 57,5 % en 1996. En contrepartie, il ressort que la proportion de la population de 15 à 24 ans au Québec, tant chez les garçons que chez les filles, qui possède moins d'une 9<sup>e</sup> année de scolarité a augmenté entre 1991 et 1996, passant de 6 % à 6,6 %.

7. Ministère de l'Éducation du Québec, *Indicateurs de l'éducation – Édition 2000*, Direction des statistiques et des études quantitatives.

8. Ministère de l'Éducation du Québec, *Plan stratégique 2000-2003*, mars 2000, p.17.

Un examen de données plus désagrégées, dont les résultats sont présentés à l'annexe 4, démontre que le personnel de soutien des métiers et des manœuvres est la catégorie professionnelle qui a le plus périclité entre 1994 et 2000 (-49 %). Suivent la catégorie des cadres supérieurs (-44,6 %), le personnel élémentaire de la transformation (-24,4 %), le personnel spécialisé du secteur primaire (-10,9 %), le personnel spécialisé en administration et travail de bureau (-9,2 %) et le personnel des métiers et personnel spécialisé dans la conduite du matériel de transport (-5,6 %)<sup>9</sup>.

Enfin, les compétences de niveau professionnel sont celles qui ont connu la plus forte croissance entre 1994 et 2000 (16,7 %), suivies par celles de niveau intermédiaire (16 %). Les professions de niveau élémentaire n'augmentent par ailleurs que de 5,5 %<sup>10</sup>.

#### **d) La population immigrante**

La RMR de Montréal est caractérisée par une présence importante de personnes immigrantes. Le recensement de 1996 indiquait que 17 % de la population de la RMR (soit environ 586 500 personnes) n'est pas née au Canada. En fait, 88,3 % des personnes immigrantes au Québec résident au sein de la RMR. Par rapport au recensement de 1991, on dénombrait en 1996 près de 65 000 personnes immigrantes de plus, soit une augmentation de 12,4 %. La part de la population immigrante est d'ailleurs appelée à augmenter au cours des prochaines années. Selon un document du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, le gouvernement du Québec envisage d'augmenter substantiellement le nombre de personnes immigrantes, d'environ 29 000 en 1999, ce nombre passerait à près de 45 000 en 2003, soit pratiquement autant en une année que durant toute la période couvrant les recensements de 1991 et 1996<sup>11</sup>.

La forte présence de cette population nécessite une infrastructure d'accueil d'autant plus que les données du recensement de 1996 révèle que la situation économique des personnes immigrantes au Québec est plus défavorable que celle des personnes nées au Québec : en effet, les personnes immigrantes ont un taux d'activité inférieur (57,3 % contre 63,3 %) et un taux de chômage largement supérieur à celui des Canadiens de naissance, soit 17,9 % contre 11,2 %<sup>12</sup>. Avec un taux de chômage de 20 %, la situation des membres des minorités visibles est encore moins enviable. Les jeunes des minorités visibles âgés entre 15 et 24 ans ont un taux de chômage d'environ 29 %, comparativement à 18,4 % chez les autres jeunes du même âge au Québec. Et que dire du taux de chômage de 12 % chez les personnes diplômées universitaires des minorités visibles, alors qu'il est de 4 % chez les personnes diplômées universitaires de la population totale<sup>13</sup>.

Or, malgré l'apport sur le plan démographique, culturel et économique de cette population, il faut reconnaître certaines difficultés qui lui sont propres : la non-reconnaissance des études complétées hors du Québec, acquis de travail, la non-reconnaissance des compétences professionnelles, la recherche d'une première expérience de travail au Québec, le manque d'information sur le marché du travail, la faible connaissance de la langue de travail et la discrimination systémique. Le défi de l'intégration des membres des communautés culturelles et des minorités visibles au marché du travail passe donc par la recherche de solutions aux éléments de problématique que nous venons de citer.

9. Voir l'annexe 5 pour un portrait global de l'évolution des catégories professionnelles au sein de la RMR entre 1994 et 2000.

10. Voir l'annexe 7 pour un portrait de l'évolution des niveaux de compétence professionnelle.

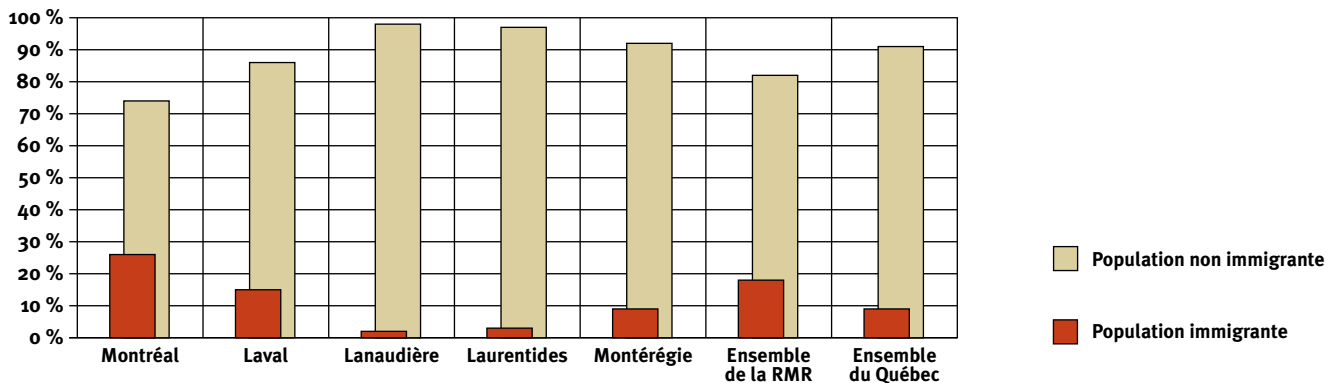
11. Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, L'immigration au Québec : Un choix de développement 2001-2003, document de consultation, p.21-22.

12. Gilles Roy, *Profil des travailleurs autonomes immigrants et membres des communautés culturelles du Québec*, CAMO-PI et Emploi-Québec, mars 2000, p.2.

13. Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Les minorités visibles au Québec – Recensement 1996, Collection ÉTUDES, RECHERCHES ET STATISTIQUES, No 3, Direction de la planification stratégique, août 1999, p.20-21.

## GRAPHIQUE 1

PART OCCUPÉE PAR LA POPULATION IMMIGRANTE ET PAR LA POPULATION NON IMMIGRANTE DANS CHAQUE RÉGION DE LA RMR DE MONTRÉAL ET À L'ÉCHELLE DU QUÉBEC, 1996



Source : Statistique Canada, recensement 1996.

Soulignons qu'un peu plus du quart de la population montréalaise est immigrante. Les régions de Laval et de la Montérégie comptent aussi une bonne proportion de personnes immigrantes sur leur territoire, avec respectivement 14,5 % et 8,5 %. On ne s'étonnera donc pas de noter dans le plan d'action régional 2000-2001 que ces régions s'intéressent à la problématique de cette clientèle.

### e) Les familles monoparentales

Nous observons dans la RMR de Montréal une forte concentration de familles monoparentales, soit plus de 155 000 selon les données du dernier recensement, ce qui correspond à environ une famille sur six dans la RMR. Ces 155 000 familles monoparentales représentent plus de 50 % des familles monoparentales au Québec. Elles comptaient en octobre 1999 pour plus de 16 % des prestataires à Montréal. Cette présence massive de familles monoparentales dans la RMR nous renvoie à des dimensions de conciliation travail-famille, de soutien au revenu de travail, à l'adaptation de l'offre de service pour cette clientèle, etc.

## 2.1.2 Emploi et chômage

### a) La population active

Plus de 1,8 million de résidents de la RMR de Montréal participaient au marché du travail en occupant ou en cherchant un emploi en 2000. Ce nombre a connu dans la RMR de Montréal une croissance supérieure à 7 % entre 1994 et 2000, pendant que la moyenne du Québec se situait autour de 6,1 %<sup>14</sup>. Cet apport signifie que plus de 120 000 nouvelles personnes se sont jointes à la population active de la RMR de Montréal au cours de cette période, soit près de 20 000 annuellement.

### b) Les résidents en emploi

La RMR de Montréal comptait en 2000 environ 1,69 million de résidents en emploi. La situation s'est donc grandement améliorée au cours de la dernière décennie. En effet, de 1,54 million en 1989, ce nombre a chuté à 1,47 million en 1993. Depuis, il ne cesse d'augmenter. Le taux de population en emploi de 60,4 % en 2000 constitue le plus haut taux atteint depuis 1989.

14. Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 1987-2000*.

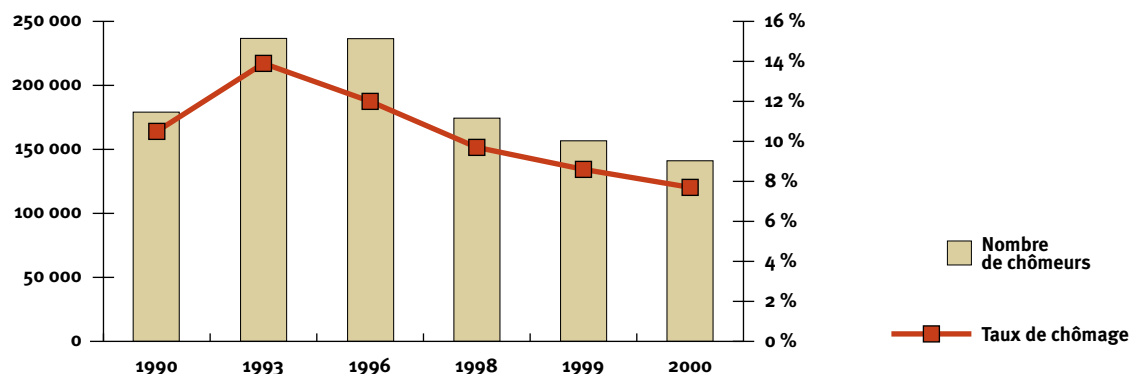
### c) Le chômage

Même si la situation s'est grandement améliorée au cours des dernières années, il n'en demeure pas moins que la RMR de Montréal continue d'afficher le taux de chômage le plus élevé des principales métropoles nord-américaines. Pendant que la métropole montréalaise affiche un taux de chômage autour de 8 %, les RMR de Toronto et de Vancouver ont un taux inférieur à 6 %, tandis que les métropoles américaines telles que Boston, Chicago et Atlanta enregistrent des taux de chômage inférieurs à 5 %<sup>15</sup>. Le nombre de chômeurs dans la région est passé de 217 800 en 1994 à environ 141 100 en 2000, soit une diminution de 35,2 %. Par ailleurs, il importe de souligner que le taux de chômage de la RMR de Montréal, qui fut pendant un certain temps supérieur à celui enregistré à l'échelle du Québec, était inférieur en 2000, soit 7,7 % contre 8,4 %<sup>16</sup>.

Le graphique 2 trace l'évolution du nombre de résidents en chômage et du taux de chômage entre 1990 et 2000.

## GRAPHIQUE 2

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE RÉSIDANTS EN CHÔMAGE ET DU TAUX DE CHÔMAGE, RMR DE MONTRÉAL, 1990-2000



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, données chronologiques 1987-2000

### d) Les prestataires de l'assistance-emploi et de l'assurance-emploi

En juin 2000, un peu plus de 172 000 ménages<sup>17</sup> (représentant 195 100 adultes et 88 600 enfants) relevant de l'un des 47 centres locaux d'emploi situés en majeure partie sur le territoire de la RMR de Montréal étaient prestataires de l'assistance-emploi, ce qui représentait autour de 45 % de l'ensemble des ménages du Québec<sup>18</sup>. Près de 40 % des nouvelles demandes étaient faites à la suite d'une perte d'emploi sans le droit à l'assurance-emploi ou à la fin de période de réception des prestations d'assurance-emploi. Par ailleurs, environ une personne sur deux était apte au travail. Ajoutons que plus de 53 % des prestataires n'avaient pas atteint la 5<sup>e</sup> secondaire et que plus des trois quarts des prestataires le sont depuis plus de deux ans.

Par ailleurs, toujours en juin 2000, on dénombrait dans les 47 CLE chevauchant la RMR de Montréal un peu plus de 85 100 prestataires de l'assurance-emploi, soit environ la moitié des prestataires du Québec. Ainsi, en ajoutant les personnes sans revenu (les « sans-chèque ») au nombre de prestataires de l'assistance-emploi et de l'assurance-emploi, nous pouvons voir l'ampleur des enjeux liés au marché du travail de la RMR de Montréal, autant sur le plan des coûts sociaux, financiers qu'humains.

### e) Le revenu moyen des ménages

Le revenu moyen des ménages était d'environ 44 600 \$ dans la région métropolitaine, alors qu'il se situait autour de 42 200 \$ pour l'ensemble du Québec<sup>19</sup>. Cette différence s'explique certes par la forte proportion de résidents de la région associés aux professions libérales et aux professions de gestion et par le niveau de scolarité plus élevé des résidents de la RMR de Montréal.

15. Voir l'annexe 3 sur les taux de chômage enregistrés dans les principales métropoles nord-américaines.

16. Statistique Canada, *Population active, occupée et en chômage, et taux d'activité et de chômage*, février 2001.

17. Sur environ 1,35 million de ménages dans la RMR de Montréal.

18. Ministère de la Solidarité sociale, *Statistiques officielles sur les prestataires d'assistance-emploi*, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, juin 2000.

19. Statistique Canada, recensement 1996.

## 2.2 LES ENTREPRISES

### 2.2.1 Caractéristiques des entreprises

La RMR de Montréal regroupe une grande diversité d'entreprises sur son territoire, ce qui peut ainsi atténuer les effets négatifs des multiples restructurations sectorielles.

#### TABLEAU 4

RÉPARTITION DU NOMBRE D'ENTREPRISES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE  
RMR DE MONTRÉAL ET ENSEMBLE DU QUÉBEC, 1999

SECTEUR D'ACTIVITÉ	NOMBRE DANS LA RMR	PART DU SECTEUR DANS LA RMR	NOMBRE AU QUÉBEC	PART DE LA RMR AU QUÉBEC
Primaire	1 585	1,5 %	15 668	10,1 %
Manufacturier	9 834	9,5 %	19 258	51,1 %
Construction	10 963	10,5 %	24 918	44 %
Tertiaire	81 653	78,5 %	172 009	47,5 %
<b>Total</b>	<b>104 035</b>	<b>100 %</b>	<b>231 853</b>	<b>44,6 %</b>

Source : Institut de la statistique du Québec, *Registre des entreprises*, décembre 1999.

Les secteurs où la RMR possède un poids indéniable sont celui du manufacturier, où plus de 51,1 % des entreprises au Québec y ont pignon sur rue, et celui du secteur tertiaire avec 47,5 % des entreprises québécoises<sup>20</sup>. Ce dernier secteur est d'ailleurs le plus important de l'ensemble de la RMR avec près de 78,5 % des entreprises se trouvant sur son territoire. Le secteur primaire est très peu présent dans la RMR, comptant pour moins de 1,5 %.

Le tableau 5 montre que les très petites entreprises (de 1 à 19 employés) sont les plus nombreuses sur le territoire de la RMR, comme partout au Québec, représentant près de 87 % des entreprises de la région en décembre 1999. À cet égard, on retrouvait en 1997 dans la RMR de Montréal plus de 192 000 travailleurs autonomes, c'est-à-dire qui ne sont pas des employés rémunérés (10 % des emplois de la RMR), pendant qu'il y en avait plus de 446 000 au Québec<sup>21</sup>. Les entreprises de plus de 200 employés constituent un peu plus de 1,2 % des employeurs, mais elles embauchent toutefois plus de 40 % de l'ensemble de la main-d'œuvre. Compte tenu des processus de rationalisation et de recherche de souplesse dans lesquels plusieurs industries sont inscrites, nous observons donc un accroissement des emplois atypiques ainsi qu'un recours à la sous-traitance auprès d'anciennes unités d'une organisation (intrapreneuriat), donc avec un accroissement de travailleurs autonomes qui n'en sont pas véritablement.

#### TABLEAU 5

RÉPARTITION DU NOMBRE D'ENTREPRISES SELON LA TAILLE,  
RMR DE MONTRÉAL ET ENSEMBLE DU QUÉBEC, 1999

TAILLE	NOMBRE DANS LA RMR	NOMBRE AU QUÉBEC	PART DE LA RMR AU QUÉBEC
1-19 employés	90 381 (86,9 %)	207 028 (89,3 %)	43,3 %
20-49 employés	8 125 (7,8 %)	15 073 (6,5 %)	53,9 %
50-199 employés	4 263 (4,1 %)	7 371 (3,2 %)	57,8 %
200 employés et plus	1 266 (1,2 %)	2 381 (1 %)	53,2 %
Total	104 035	231 853	44,6 %

Source : Institut de la statistique du Québec, *Registre des entreprises*, décembre 1999.

20. Voir l'annexe 4 pour la répartition des secteurs d'activité économique selon les régions de la RMR.

21. Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Profil économique de la région du Grand Montréal*, Direction de l'analyse des PME et des régions, 1999. Ce nombre inclut également les travailleurs autonomes qualifiés d'employeurs.

### a) Une présence marquée de la RMR de Montréal dans des secteurs de haute technologie

Une récente étude de la firme Price Waterhouse Coopers, confirmée par les travaux de Montréal TechnoVision, révèle que la RMR de Montréal se classe parmi les cinq premières métropoles nord-américaines pour le nombre d'emplois en haute technologie par rapport à la population. La RMR est deuxième pour la densité de l'emploi en aérospatiale, derrière Seattle, troisième en biopharmaceutique, étant devancée par Philadelphie et New York, et quatrième en technologies de l'information, derrière San Francisco, Boston et Dallas<sup>22</sup>. Ces secteurs offrent des occasions de collaboration interrégionale, puisqu'ils sont presque tous représentés dans chacune des régions administratives chevauchant la RMR. Mais, pour que la RMR de Montréal continue de rester dans le peloton de tête dans ces secteurs de haute technologie, elle doit renforcer sa base de recherche universitaire, notamment en technologies de l'information et en aérospatiale<sup>23</sup>. En ce sens, elle ne doit pas seulement miser sur l'attraction de spécialistes en provenance de l'étranger, elle doit également favoriser et accentuer la formation locale d'étudiants et d'étudiantes au niveau universitaire<sup>24</sup>.

## 2.2.2 Création d'emplois, chômage et entrepreneuriat

### a) Les résidents en emploi et le chômage selon le secteur

Du côté des résidents en emploi<sup>25</sup>, il ressort entre autres que le secteur des services professionnels (services juridiques, conception de systèmes informatiques, etc.) est celui qui a connu la plus fulgurante croissance de son volume d'emplois entre 1994 et 2000 tant dans la RMR qu'au Québec, avec une augmentation se situant autour de 50 %. Le secteur de la gestion d'entreprises et du soutien administratif suit avec 45,8 %, alors que le secteur de l'information, de la culture et des loisirs se classe au troisième rang avec près de 37 % d'augmentation. En contrepartie, le secteur de la construction est celui qui a vu son volume d'emplois décliner le plus au sein de la RMR, avec près de 10 % de diminution entre 1994 et 2000. Le secteur primaire enregistre une perte d'environ 9 %, tandis que le secteur des finances, de l'assurance et des services immobiliers suit avec une perte de 2,3 %. Signalons enfin que le secteur manufacturier au sein de la RMR a connu une progression de son volume d'emplois légèrement inférieure à l'ensemble des industries, soit 12,7 % par rapport à 13,2 %<sup>26</sup>.

Quant aux résidents en chômage, c'est dans le secteur de la gestion d'entreprises (7,3 %) qu'ils ont connu la plus forte augmentation, de même que dans celui du secteur des services professionnels (6,7 %). En contrepartie, les secteurs des administrations publiques (- 68 %), de la construction (- 66,7 %), des finances, assurances et services immobiliers (- 65,6 %) et des autres services (- 57,1 %) sont ceux qui ont enregistré les plus fortes baisses<sup>27</sup>.

### b) Les investissements et la création nette d'entreprises

Un des signes montrant que l'économie québécoise s'est mieux portée entre 1994 et 1999 nous est donné avec l'augmentation des dépenses d'immobilisation. Le tableau 6 indique les montants dépensés en 1999 comparativement à 1994, et ce, dans les cinq régions administratives chevauchant la RMR et à l'échelle du Québec.

## TABLEAU 6

RÉPARTITION DES DÉPENSES D'IMMOBILISATION, RÉGIONS ADMINISTRATIVES CHEVAUCHANT LA RMR DE MONTRÉAL ET ENSEMBLE DU QUÉBEC 1994 ET 1999

ENDROIT	1994 (000 \$)	1999 (000 \$)	ÉCART 1994-1999
Cinq régions administratives chevauchant la RMR de Montréal	14 534 600 (53,7 %)	22 050 109 (66 %)	51,7 %
Ensemble du Québec	27 067 100	33 406 568	23,4 %

Source : Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Profil économique des régions du Québec – Investissements privés et publics*, Direction de l'analyse des PME et des régions, 1999 et Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, *La conjoncture économique des régions du Québec en 1994*.

22. Price Waterhouse Coopers, *Comparison of High-Tech Industries in Major North American Metropolitan Areas*, 17 octobre 2000.

23. Montréal TechnoVision, *Indicateurs de performance 2000 – Montréal et sa région*, 2000, p.4.

24. *Ibid.*, p.16.

25. Statistique Canada, *Enquête sur la population active – Emploi selon l'industrie – RMR et Québec*, compilation annuelle 1987-1999.

26. Voir à cet effet l'annexe 8.

27. Voir à cet effet l'annexe 6.

Nous pouvons noter entre autres que la part des dépenses d'immobilisation des cinq régions administratives chevauchant la RMR s'est accrue, passant de 53,7 % à 66 % des dépenses d'immobilisation de l'ensemble du Québec. Par ailleurs, les dépenses enregistrées en 1999 dans les cinq régions administratives sont supérieures de 51,7 % à celles enregistrées en 1994 (comparativement à 23,4 % à l'échelle du Québec).

De manière à bien illustrer cette période de croissance économique, il est intéressant d'analyser le taux de création nette d'entreprises de 1992 à 1996 et de 1996 à 2000. Pour les cinq régions administratives chevauchant la RMR, le taux de création nette d'entreprises se situait à 5,5 % entre 1992 et 1996, comparativement à un taux de 9,4 % entre 1996 et 2000. Ces taux étaient toutefois inférieurs à ceux enregistrés à l'échelle du Québec (5,7 % entre 1992 et 1996 et 9,4 % entre 1996 et 2000)<sup>28</sup>.

### **2.3 À RETENIR SUR LA RMR DE MONTRÉAL ET SON ENVIRONNEMENT**

En 1996, la RMR de Montréal comptait près de la moitié de la population du Québec avec ses 3,4 millions d'habitants. On prévoit qu'elle en recevra près de 220 000 nouveaux entre 1996 et 2006, ce qui devrait représenter une croissance plus rapide que dans l'ensemble du Québec. Cette croissance demeurera toutefois plus lente que celle des régions métropolitaines de Toronto et de Vancouver.

La population de la RMR est relativement plus scolarisée que la moyenne québécoise. Cependant, nous observons une concentration de 850 000 personnes ne possédant pas un diplôme d'études secondaires. On note d'ailleurs une augmentation du taux de décrochage scolaire chez les jeunes. Avec la majorité des immigrants, la RMR de Montréal doit accueillir une part importante de personnes ne maîtrisant ni le français, ni l'anglais. Il ressort aussi que la situation économique des personnes immigrantes au Québec est plus défavorable que celle des personnes nées au Québec. La RMR de Montréal se retrouve également avec un bassin important de familles monoparentales.

Le personnel travaillant dans la vente et les services, ainsi que le personnel lié à l'administration et au travail de bureau constituaient, comme au Québec, les groupes professionnels les plus nombreux. Les secteurs tels que le commerce de détail et de gros, le transport, les services aux entreprises et les communications occupaient la plus grande part du 1,69 million de résidents en emploi sur le territoire de la région métropolitaine. De fait, la RMR constitue un bassin d'emploi où résident plus de 95 % des gens qui y travaillent. Et avec plus de 104 000 entreprises, la RMR de Montréal représente donc un des pôles économiques les plus diversifiés d'Amérique du Nord avec des filières hautement compétitives, telles que les télécommunications, l'informatique, l'aéronautique, le pharmaceutique et le matériel de transport.

Malgré une diminution importante du nombre de chômeurs, le taux de chômage de la RMR de Montréal demeure ainsi l'un des plus élevés des métropoles nord-américaines. En juin 2000, près de 85 100 résidents y cherchaient un emploi. Par ailleurs, nous avons assisté à un renversement de la situation en ce sens que le taux de chômage de la RMR est redevenu inférieur à partir de 1997 à celui enregistré à l'échelle du Québec. Cependant, nous retrouvons près de 172 000 ménages bénéficiaires de l'assistance-emploi, dont plus des trois quarts étaient sans emploi depuis plus de deux ans.

Enfin, la RMR tend à offrir un milieu favorable à l'entrepreneuriat. En 1997, on notait entre autres la présence de plus de 192 000 travailleurs autonomes, soit plus de 33 % qu'en 1994. Le taux de création nette d'entreprises enregistré dans les cinq régions administratives chevauchant la RMR de Montréal entre 1996 et 2000 était d'environ 71 % supérieur à celui noté entre 1992 et 1996.

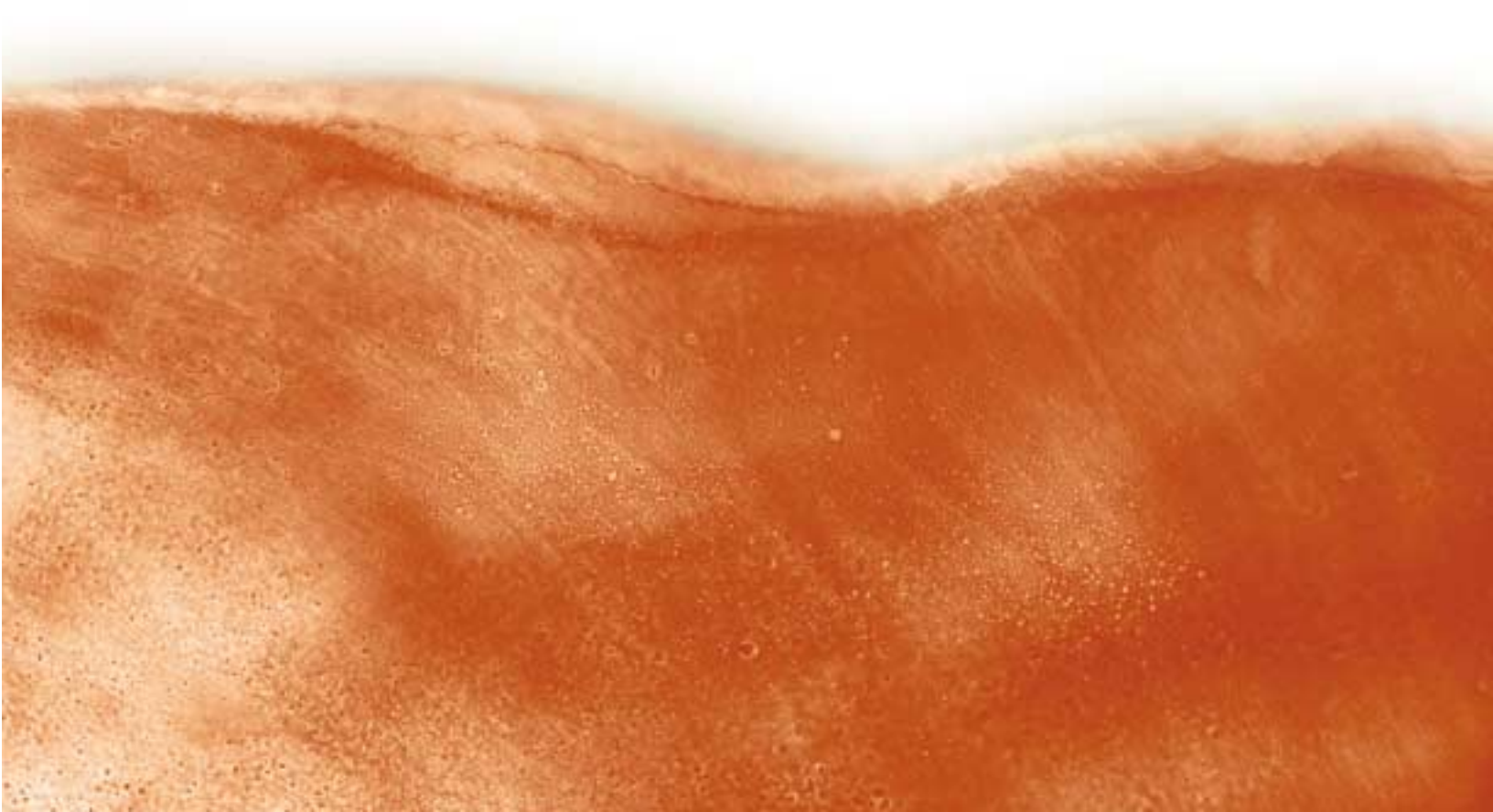
28. Nathaly Riverin, L'entrepreneuriat dans les régions administratives et leurs territoires MRC, 24 novembre 2000.



# Partie 3

---

LA DIMENSION INTRAMÉTROPOLITAINE





## La dimension intramétropolitaine

Cette troisième et dernière partie trace un portrait de la main-d'œuvre et des entreprises sous l'angle intramétropolitain, en faisant ressortir les parts relatives et les interdépendances. Le principal point d'analyse porte sur la mobilité de la main-d'œuvre et des entreprises. Comme on le verra, les déplacements de la main-d'œuvre et des entreprises au sein de la RMR viennent lier l'évolution des cinq régions administratives qui chevauchent la RMR de Montréal. Et c'est sans compter les autres flux, qu'on pense au capital, aux marchandises ou autres ressources qui renforcent la dimension métropolitaine.

### 3.1 LA MAIN-D'ŒUVRE

#### 3.1.1 La mobilité de la main-d'œuvre

L'étalement urbain de la région métropolitaine de Montréal a provoqué une forte séparation entre les lieux de résidence et les lieux de travail, entraînant une mobilité élevée de la main-d'œuvre. Facilitée par d'importantes infrastructures routières, cette mobilité a façonné un marché du travail à l'échelle métropolitaine, rendant interdépendantes les régions administratives visées. Ainsi, plus de 470 000 adultes faisant partie de la population active occupée, qui relèvent d'un des 47 CLE de la RMR de Montréal, se déplacent pour travailler dans une autre partie de la RMR, soit près d'une personne en emploi sur trois.

#### TABLEAU 7

DÉPLACEMENTS DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPÉE SELON LE LIEU DE RÉSIDENCE ET LE LIEU DE TRAVAIL, 47 CLE SITUÉS DANS LA RMR DE MONTRÉAL, 1996

LIEU DE RÉSIDENCE	LIEU DE TRAVAIL						TOTAL
	Montréal	Montérégie	Laval	Laurentides	Lanaudière	Ailleurs au Québec	
Montréal	661 460 (92,2 %)	22 045	16 505	5 485	3 545	8 140	<b>717 180</b>
Montérégie	153 110	164 525 (48,6 %)	3 125	1 420	1 080	15 325	<b>338 585</b>
Laval	78 920	2 630	54 740 (37,6 %)	6 270	1 730	1 435	<b>145 725</b>
Laurentides	37 925	2 655	18 115	67 020 (50,7 %)	2 345	4 070	<b>132 130</b>
Lanaudière	45 285	2 755	7 680	2 920	30 805 (33,4 %)	2 690	<b>92 135</b>
<b>Total</b>	<b>976 700</b>	<b>194 610</b>	<b>100 165</b>	<b>83 115</b>	<b>39 505</b>	<b>31 660</b>	<b>1 425 755</b>

Source : Statistique Canada, *Lieu de résidence et lieu de travail de la population active occupée des 47 CLE chevauchant la RMR de Montréal*, recensement 1996, compilation spéciale effectuée pour Emploi-Québec.

Les statistiques indiquent qu'il manquerait environ 260 500 emplois dans les parties nord et sud de la RMR pour que toute la main-d'œuvre résidente puisse trouver un emploi sur place, alors que, dans l'île de Montréal, il y aurait un déficit d'environ 296 000 travailleurs pour y occuper tous les emplois offerts<sup>29</sup>. L'autosuffisance territoriale supposerait en outre que les travailleurs et les travailleuses trouvent sur place les emplois correspondant à leurs compétences ou, inversement, que toutes les entreprises puissent pourvoir localement leurs postes en ayant sur place une main-d'œuvre dont les profils professionnels satisfont leurs besoins.

La mobilité interrégionale à des fins de travail est ainsi une réalité qui s'impose à toute politique de main-d'œuvre s'appliquant à la région métropolitaine. On constate qu'environ 92 % des travailleurs résidents de l'île de Montréal occupent un emploi dans leur territoire et que l'économie montréalaise a besoin d'« importer » une main-d'œuvre des régions administratives voisines. Ainsi, selon les recensements canadiens, la part des personnes occupées résidant dans les parties nord et sud de la RMR et qui travaillent sur l'île s'établissait à 44,5 % en 1996, ce qui constituait une légère diminution de la baisse des déplacements vers l'île de Montréal par rapport au recensement précédent (soit 45,6 %). En contrepartie, environ 6,6 % des résidents de l'île allaient travailler dans les parties nord et sud, occupant 10,6 % des emplois de Laval et des portions RMR de la Montérégie, des Laurentides et de Lanaudière.

29. Voir l'annexe 8 sur le lieu de travail et le lieu de résidence de la population active occupée en 1996.

Par ailleurs, les principaux groupes professionnels représentés par les résidents de la RMR de Montréal sont personnel de bureau (13,1 %), personnel intermédiaire de la vente (10,1 %), personnel élémentaire de la vente (8,8 %), cadres intermédiaires (8,7 %), personnel spécialisé en administration et travail de bureau (7,3 %) et personnel professionnel des sciences sociales, de l'enseignement, des administrations publiques et de la religion (7,4 %). À l'opposé, les trois groupes professionnels liés au secteur primaire apparaissent comme les moins importants : à peine 0,3 % de l'ensemble des résidents disent en faire partie. Au chapitre des régions, l'analyse démontre que la structure des groupes professionnels présente de très grandes similitudes d'une région à l'autre, seul l'ordre d'importance diffère quelque peu. En ce sens, il faut se rappeler que les professions liées à l'univers de la vente et au monde du travail de bureau occupent une place importante dans la réalité des régions et, par conséquent, de la RMR de Montréal.

### 3.1.2 L'évolution de la population et ses caractéristiques

#### a) La population

L'évolution démographique intramétropolitaine indique un changement des parts relatives de chaque partie de la RMR. Ainsi, comme l'illustre le tableau 8, l'île de Montréal a vu sa population diminuer entre 1991 et 1996, alors que la population des parties nord et sud augmentait. Si l'on se fie aux prévisions de l'Institut de la statistique du Québec, la part de l'île de Montréal continuera de décroître au cours des prochaines décennies<sup>30</sup>.

**TABLEAU 8**

ÉVOLUTION DE LA POPULATION INTRA-RMR, 1991-1996

ANNÉE	ÎLE DE MONTRÉAL	LAVAL	LAURENTIDES (MÉTRO)	LANAUDIÈRE (MÉTRO)	MONTÉRÉGIE (MÉTRO)	ENSEMBLE DE LA RMR
1991	1 775 868 (55,3 %)	314 398 (9,8 %)	250 495 (7,8 %)	184 229 (5,7 %)	684 180 (21,3 %)	3 209 170
1996	1 775 844 (53,4 %)	330 393 (9,9 %)	284 124 (8,5 %)	208 715 (6,3 %)	727 432 (21,9 %)	3 326 508
Taux de croissance (1991-1996)	0 %	5,1 %	13,4 %	13,3 %	6,3 %	3,7 %
Croissance annuelle moyenne (1991-1996)	(- 5)	3 199	6 726	4 897	8 650	23 468

Source : Statistique Canada, recensement 1996.

L'accroissement démographique plus vigoureux en périphérie s'explique en partie par l'augmentation naturelle de la population et la mobilité interrégionale des ménages. Toujours selon les estimations de l'Institut de la statistique du Québec, le taux de natalité était plus élevé et le taux de mortalité plus faible dans la périphérie que dans l'île de Montréal.

Par ailleurs, aucune région du Québec n'échappe au vieillissement de la population. Les régions en périphérie se caractérisent notamment par une population légèrement plus jeune que celle de l'île de Montréal. Pour cette dernière, la proportion de la population de 0-14 ans est inférieure et la population de 65 ans et plus, supérieure à celle des régions en périphérie. Pendant que l'île de Montréal se distingue par une population plus âgée que celle de l'ensemble du Québec (moyenne de 38,8 ans par rapport à 36,9 ans), les autres régions se caractérisent par une population plus jeune que celle de l'ensemble du Québec. La moyenne d'âge de la population habitant à Laval se situait en 1996 à 36,7 ans, celle de la région de Lanaudière, autour de 35 ans (elle serait encore plus jeune si nous ne prenions que les MRC appartenant à la RMR, soit autour de 32,5 ans), celle des Laurentides, à près de 35,4 ans et celle de la Montérégie, autour de 35,8 ans<sup>31</sup>.

30. Institut de la statistique du Québec, « Évolution à moyen terme de la population régionale du Québec selon le scénario, 1996-2026 », dans *Perspectives démographiques du Québec*, édition 1999, version Internet [www.stat.gouv.qc.ca/donstat/demograp/](http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/demograp/).

31. Institut de la statistique du Québec, *Données du recensement de 1996 sur les 17 régions administratives du Québec*. Le commentaire entre parenthèses visant la région de Lanaudière s'applique également aux régions des Laurentides et de la Montérégie.

### b) La population selon la scolarité

Tout comme en 1991, la proportion de la population de 15 ans et plus n'ayant pas fait une neuvième année en 1996 était inférieure dans les régions périphériques de l'île de Montréal. En effet, 17,7 % de la population de 15 ans et plus de l'île de Montréal n'avait pas terminé une neuvième année comparativement à des proportions s'élevant à 15,5 % à Laval, à 14,2 % dans Lanaudière, à 15,4 % dans les Laurentides et à 12,8 % en Montérégie. En contrepartie, c'est sur l'île de Montréal que nous retrouvons le pourcentage le plus élevé de personnes ayant obtenu un diplôme d'études universitaires (baccalauréat ou études supérieures), soit 18,5 % par rapport à 13,7 % en Montérégie, à 11,8 % à Laval, à 8,6 % dans les Laurentides et à 7,7 % dans Lanaudière.

Néanmoins, les 850 000 personnes résidant dans la RMR et ne possédant pas de diplôme d'études secondaires constituent une proportion significative de la population de chaque région et représentent donc un défi commun.

### c) La population immigrante

En 1996, la population immigrante s'élevait à 664 500 au Québec. De ce nombre, 586 500 habitaient la RMR de Montréal, soit 88 %. Cette population est fortement concentrée sur l'île de Montréal (78,9 %). Viennent ensuite les régions de la Montérégie et de Laval, qui accaparent respectivement 10,5 % et 8,2 % de la population immigrante résidant sur le territoire de la RMR. Par ailleurs, comme le montre le tableau 9, il faut noter que la part de la population immigrante dans chaque région ne cesse d'augmenter d'un recensement à l'autre, à l'exception de la Montérégie.

## TABLEAU 9

ÉVOLUTION DE LA POPULATION IMMIGRANTE, RMR DE MONTRÉAL, 1986-1996

ANNÉE	ÎLE DE MONTRÉAL	LAVAL	LAURENTIDES (MÉTRO)	LANAUDIÈRE (MÉTRO)	MONTÉRÉGIE (MÉTRO)	ENSEMBLE DE LA RMR
1986	373 820 (81,2 %)	29 995 (6,5 %)	6 050 (1,3 %)	2 625 (0,6 %)	47 715 (10,4 %)	460 205
1991	411 865 (79,1 %)	41 740 (8 %)	7 205 (1,4 %)	3 905 (0,8 %)	55 780 (10,7 %)	520 495
1996	462 905 (78,9 %)	47 830 (8,2 %)	9 310 (1,6 %)	4 435 (0,8 %)	61 865 (10,5 %)	586 465

Source : Statistique Canada, recensement 1996.

### 3.1.3 Emploi et chômage

#### a) La population active

Le déplacement de la population de l'île de Montréal vers les parties nord et sud de la RMR trouve écho du côté des indicateurs du marché du travail<sup>32</sup>. Alors que, dans l'île de Montréal, la population active diminuait entre 1991 et 1996 d'environ 6,3 %, de même que celle de Laval qui a diminué de 0,5 %, les autres composantes de la RMR connaissent une progression, plus particulièrement dans les portions métropolitaines des Laurentides et de la Lanaudière, là où des hausses de 11,1 % ont été enregistrées. La hausse était de 3 % dans la portion RMR de la Montérégie. D'ailleurs, la proportion de la population active de 15 ans et plus est sensiblement plus élevée dans les régions périphériques que dans l'île de Montréal (les écarts allant de 4,3 % à 10 %). En 1996, le taux d'activité calculé pour les parties métropolitaines dépassait nettement celui de l'île de Montréal, le taux le plus élevé (70,2 %) revenant à la partie lanauoise de la RMR.

32. Voir l'annexe 10 sur les principaux indicateurs du marché du travail.

### b) Les résidents en emploi

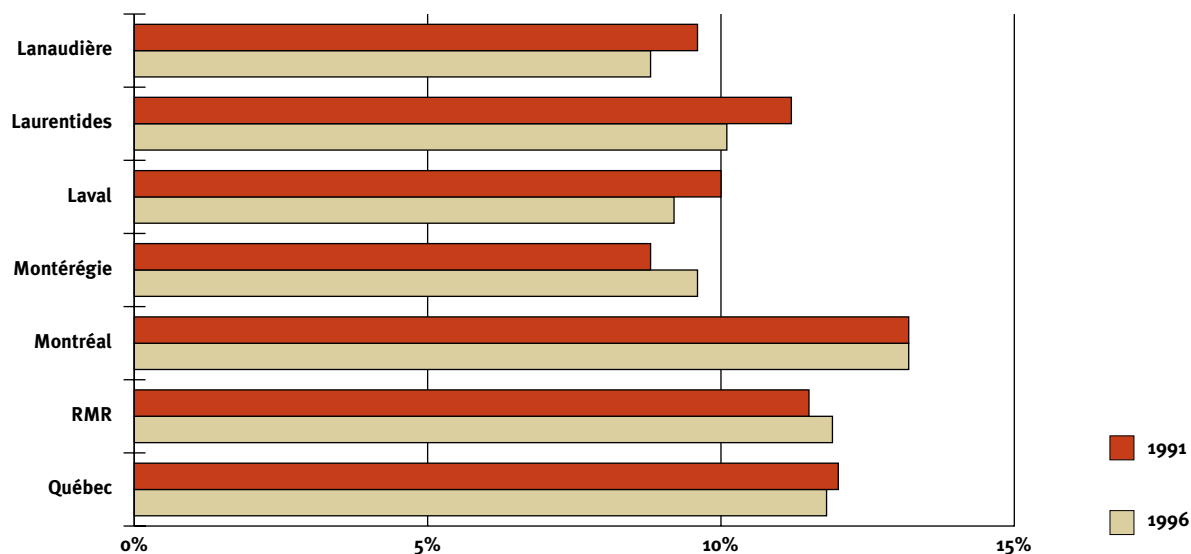
L'évolution du nombre de résidents est très différente selon les sous-régions de la RMR. L'île de Montréal subissait une diminution de 6,3 % entre 1991 et 1996, comparativement à des augmentations de 0,4 % à Laval, de 4 % en Montérégie (métro), de 12,5 % dans les Laurentides (métro) et de 12,1 % dans Lanaudière (métro). Le déclin de l'île de Montréal au chapitre des personnes en emploi trouve une partie de son explication dans le déplacement de la population vers les régions voisines. La récession du début des années 1990 a également nui considérablement. Les régions ceinturant l'île de Montréal s'en sont sorties beaucoup mieux, en limitant les effets de cette récession. À cet égard, un bon nombre d'entreprises ont également choisi au cours des dernières années de s'implanter dans les parcs industriels de la périphérie. Notons toutefois que le développement du secteur de la nouvelle économie durant la dernière décennie a permis à l'île de Montréal de reprendre de la vigueur.

### c) Le chômage

Côté chômage, la région de Montréal demeure la plus touchée en 1996 avec plus de 60 % des chômeurs de la RMR. Qu'il s'agisse du recensement de 1996 ou de 1991, ou encore des données sur la population active des dernières années, Montréal affiche pratiquement toujours, exception faite de 1999, un taux de chômage supérieur de 3 points de pourcentage aux taux moyens des régions en périphérie.

## GRAPHIQUE 3

ÉVOLUTION DU CHÔMAGE DANS LES CINQ RÉGIONS DE LA RMR DE MONTRÉAL, 1991-1996



Source : Statistique Canada, recensements de 1991 et 1996.

Ainsi, malgré la revitalisation de l'économie montréalaise ces dernières années, la situation de l'île de Montréal sur le plan du chômage et de l'assistance sociale demeure préoccupante, puisqu'on y dénombrait en juin 2000 plus de 120 000 ménages prestataires de l'assistance-emploi et environ 44 100 chômeurs.

## 3.2 LES ENTREPRISES

### 3.2.1 La mobilité des entreprises

Le développement de la région métropolitaine de Montréal fut non seulement marquée par une mobilité résidentielle en ce qui concerne la main-d'œuvre, mais aussi par une croissance et un déplacement des activités économiques. Cette mobilité des entreprises ou des établissements a entraîné un déplacement des emplois.

Par ailleurs, même si les services gouvernementaux, les services financiers et les assurances restent très concentrés au centre-ville de Montréal, d'autres pans du secteur tertiaire se sont décentralisés, notamment celui lié à la consommation, suivant l'expansion des banlieues et le desserrement du secteur manufacturier. Durant les années 1980, cette tendance s'est accentuée alors que des activités tertiaires ont quitté le cœur de la métropole, notamment pour des raisons de coûts et d'accessibilité rendue plus difficile. Par contre, depuis 1996, nous assistons au retour en force de la métropole à titre de locomotive économique du Québec. La revitalisation du centre-ville au cours des dernières années et le développement actuel de plusieurs projets majeurs (Cité du commerce électronique, agrandissement du Palais des congrès, Montréal International, etc.) ont contribué à ce renversement de situation, et devraient continuer de le faire. Le centre-ville de Montréal demeure donc encore aujourd'hui un pôle majeur des emplois tertiaires métropolitains<sup>33</sup>.

En revanche, selon l'enquête origine-destination, il ressort qu'entre 1993 et 1998 le nombre de déplacements pour motif de travail vers le centre-ville est demeuré sensiblement le même, soit autour de 275 000<sup>34</sup>. La part de cet espace central dans l'ensemble des déplacements pour motif de travail ne cesse toutefois de décroître, passant au cours de cette période de 27,6 % à 21,9 %<sup>35</sup>.

### 3.2.2 Caractéristiques des entreprises

La répartition des entreprises au sein de la RMR varie considérablement selon le sous-territoire et le secteur. Ainsi, on dénombrait en 1999 plus de 104 300 entreprises dans la RMR de Montréal, dont près de 58 % étaient situées sur l'île de Montréal. La Montérégie en accueillait environ 20 %. L'île de Montréal comptait la plus grande part des entreprises manufacturières et des services. Dans tous les cas, le secteur tertiaire représente le bassin le plus important d'entreprises en nombre absolu.

#### TABLEAU 10

RÉPARTITION INTRA-RMR DES ENTREPRISES, RMR DE MONTRÉAL, 1999

SECTEUR D'ACTIVITÉ	ÎLE DE MONTRÉAL	LAVAL	LAURENTIDES (MÉTRO)	LANAUDIÈRE (MÉTRO)	MONTÉRÉGIE (MÉTRO)	ENSEMBLE (RMR)
Primaire	31,5 %	10,7 %	19,2 %	8,6 %	30,0 %	1585
Manufacturier	63,2 %	8,5 %	7,4 %	5,0 %	16,0 %	9834
Construction	34,6 %	14,0 %	13,2 %	11,2 %	27,0 %	10963
Tertiaire	60,6 %	8,8 %	7,2 %	4,8 %	18,5 %	81653
% de la RMR	57,6 %	9,3 %	8,1 %	5,6 %	19,4 %	100 %
<b>Total pour les régions</b>	<b>59973</b>	<b>9717</b>	<b>8385</b>	<b>5804</b>	<b>20165</b>	<b>104035</b>

Source : Institut de la statistique du Québec, *Registre des entreprises*, décembre 1999.

Par la mobilité de la main-d'œuvre à l'intérieur du bassin d'emploi que constitue la RMR, mais aussi par l'interdépendance de certains services publics offerts sur le plan métropolitain (en l'occurrence les universités, les centres de recherche, la culture) et par la présence de secteurs d'activité dans les cinq régions de la RMR, on constate que les problématiques régionales de développement de la main-d'œuvre se rejoignent. À cet effet, signalons que les cinq directions régionales d'Emploi-Québec touchées par la RMR de Montréal entendent concerter leurs actions en 2001-2002 dans les secteurs d'activité suivants : industrie des produits métalliques, industrie du transport, industrie du matériel de transport et services aux entreprises (multimédia et technologies de l'information).

33. D'ailleurs, selon une étude du ministère de l'Industrie et du Commerce, la part des emplois du secteur tertiaire par rapport à l'ensemble des emplois de l'île de Montréal était la même en 1998 qu'en 1991, soit 77,7 %.

34. Agence métropolitaine de transport, *Enquête origine-destination*, 1998.

35. *Ibid.*

### 3.2.3 Création d'emplois, chômage et entrepreneuriat

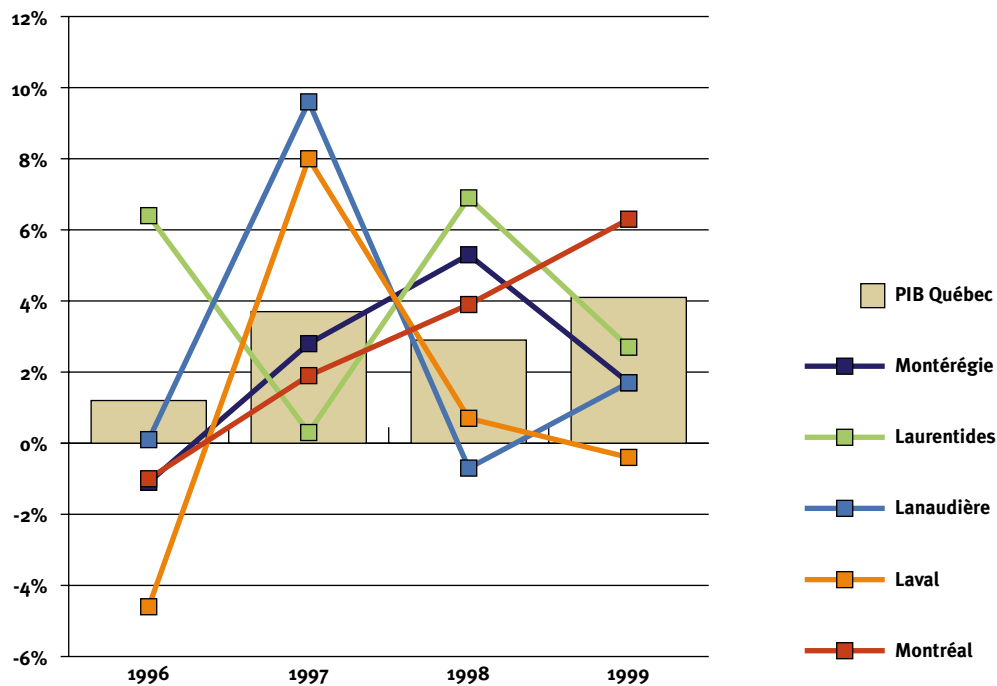
#### a) PIB et résidents en emploi

Le niveau d'emploi dans la RMR de Montréal, comme partout au Québec, est considérablement influencé par la conjoncture économique. En effet, on peut observer une relation positive entre le niveau de production et le niveau d'emploi, une fluctuation du niveau de production générant une fluctuation dans le sens de l'emploi.

S'il est exact de dire que l'île de Montréal a été la plus touchée en matière de pertes d'emplois lors de la récession économique du début des années 1990 et qu'elle fut aussi la plus lente à s'en remettre lors de la reprise vers le milieu de la décennie, et ce, malgré une croissance de 4,6 % du PIB au Québec entre 1990 et 1994, elle est également la région qui a ressenti le moins les soubresauts du PIB entre 1996 et 1999, voyant son nombre de résidents en emploi constamment augmenter au cours de cette période. Les régions administratives des Laurentides et de la Montérégie ont cependant vu augmenter année après année leur taux de résidents en emploi, alors que les deux autres régions ont connu une évolution en dents de scie.

#### GRAPHIQUE 4

ÉVOLUTION DES TAUX DE CROISSANCE DU PIB ET DES RÉSIDANTS EN EMPLOI RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU GRAND MONTRÉAL, 1996-1999<sup>36</sup>



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active, 1996-1999* et Institut de la statistique du Québec, *Produit intérieur brut réel au prix du marché*, 28 septembre 2000.

### b) Création nette d'entreprises

Malgré la progression de son taux de résidents en emploi, l'île de Montréal n'a pas pour autant enregistré une forte progression en matière de création nette d'entreprises sur son territoire, tout au moins pour la période allant de 1992 à 1996, avec un solde annuel négatif. La situation s'est redressée toutefois entre 1996 et 2000. La région de Laval se situait au-dessous de la performance québécoise entre 1992 et 1996, mais se replaçait nettement entre 1996 et 2000, enregistrant le plus haut taux de création nette d'entreprises des cinq régions administratives au cours de cette période. Les régions de Lanaudière, de la Montérégie et des Laurentides affichaient toutefois une performance des plus enviées entre 1992 et 1996. La région des Laurentides a connu cependant un ralentissement au cours de la période allant de 1996 à 2000, étant largement en dessous de la moyenne du Québec.

## TABLEAU 11

CROISSANCE RELATIVE NETTE D'ENTREPRISES,  
RÉGIONS ADMINISTRATIVES CHEVAUCHANT LA RMR DE MONTRÉAL, 1992-1996 ET 1996-2000

	MONTRÉAL	LAVAL	LAURENTIDES	LANAUDIÈRE	MONTÉRÉGIE	ENSEMBLE DU QUÉBEC
<b>1992-1996</b>	-0,77 %	4,13 %	8,36 %	9,68 %	6,2 %	5,7 %
<b>Croissance annuelle</b>	-0,19 %	1,03 %	2,09 %	2,42 %	1,55 %	1,42 %
<b>1996-2000</b>	9,0 %	12,1 %	4,66 %	11,06 %	10,27 %	9,46 %
<b>Croissance annuelle</b>	2,25 %	3,02 %	1,16 %	2,76 %	2,57 %	2,37 %

Source : Nathaly Riverin, *L'entrepreneuriat dans les régions administratives et leurs territoires MRC*, 24 novembre 2000.

### c) Dépenses d'immobilisation

Au chapitre des dépenses d'immobilisation, on a observé de grandes améliorations. Ainsi, en 1999, il s'est dépensé en immobilisations 51,8 % de plus qu'en 1994 dans les cinq régions administratives chevauchant la RMR de Montréal.

## TABLEAU 12

RÉPARTITION DES DÉPENSES D'IMMOBILISATION,  
RÉGIONS ADMINISTRATIVES CHEVAUCHANT LA RMR DE MONTRÉAL, 1994 ET 1999

RÉGION	1994 (000 \$)	1999 (000 \$)	PART DES INVESTISSEMENTS DANS LA RMR (1999)	PART DES ENTREPRISES DANS LA RMR (1999)
<b>Montréal</b>	6 166 290	12 632 251	57,3 %	57,6 %
<b>Laval</b>	959 560	1 367 258	6,2 %	9,3 %
<b>Lanaudière</b>	1 121 600	1 113 683	5,0 %	5,6 %
<b>Laurentides</b>	1 938 950	2 059 634	9,3 %	8,1 %
<b>Montérégie</b>	4 348 200	4 877 283	22,1 %	19,4 %
<b>Total des 5 régions</b>	14 534 600	22 059 109	100 %	100 %

Source : Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Profil économique des régions administratives*, Direction de l'analyse des PME et des régions, 1999 et Institut de la statistique du Québec, *Registre des entreprises*, décembre 1999.

### 3.3 À RETENIR SUR LA DIMENSION INTRAMÉTROPOLITAINE

La mobilité de la main-d'œuvre est un élément important de la problématique du marché du travail métropolitain puisque plus de 470 000 personnes occupées quittent quotidiennement leur lieu de résidence pour travailler dans une autre partie de la RMR. Ces déplacements touchent près d'un travailleur sur trois. Cette dynamique est d'autant plus significative au sein de la RMR qu'aucune région administrative ne pourrait être autonome. En effet, pendant que les parties nord et sud auraient un déficit de 260 500 emplois pour occuper toute leur main-d'œuvre, l'île de Montréal aurait un déficit de 296 000 travailleurs pour occuper tous ses emplois. Ainsi, les activités de préparation, d'insertion et de création d'emplois réalisées dans une partie de la RMR profitent souvent à une personne résidant dans une autre partie.

Les caractéristiques de la population de la RMR sont polarisées. Ainsi, l'île de Montréal accueille une part plus importante de personnes ayant suivi une formation de niveau universitaire que le reste de la RMR, pendant qu'on y retrouve aussi une concentration de personnes ne détenant pas de diplôme d'études secondaires. Une autre des caractéristiques de l'île de Montréal par rapport au reste de la RMR est qu'elle accueille la grande majorité des immigrants du Québec. Cependant, on note que la zone d'accueil tend à s'élargir à l'extérieur de l'île de Montréal, notamment à Laval et en Montérégie<sup>37</sup>.

La population active augmente plus vite dans les parties nord et sud de la RMR que sur l'île de Montréal et on y retrouve une plus grande part de résidents en emploi. Le chômage, quoiqu'il touche l'ensemble des régions administratives chevauchant la RMR, atteint davantage l'île de Montréal.

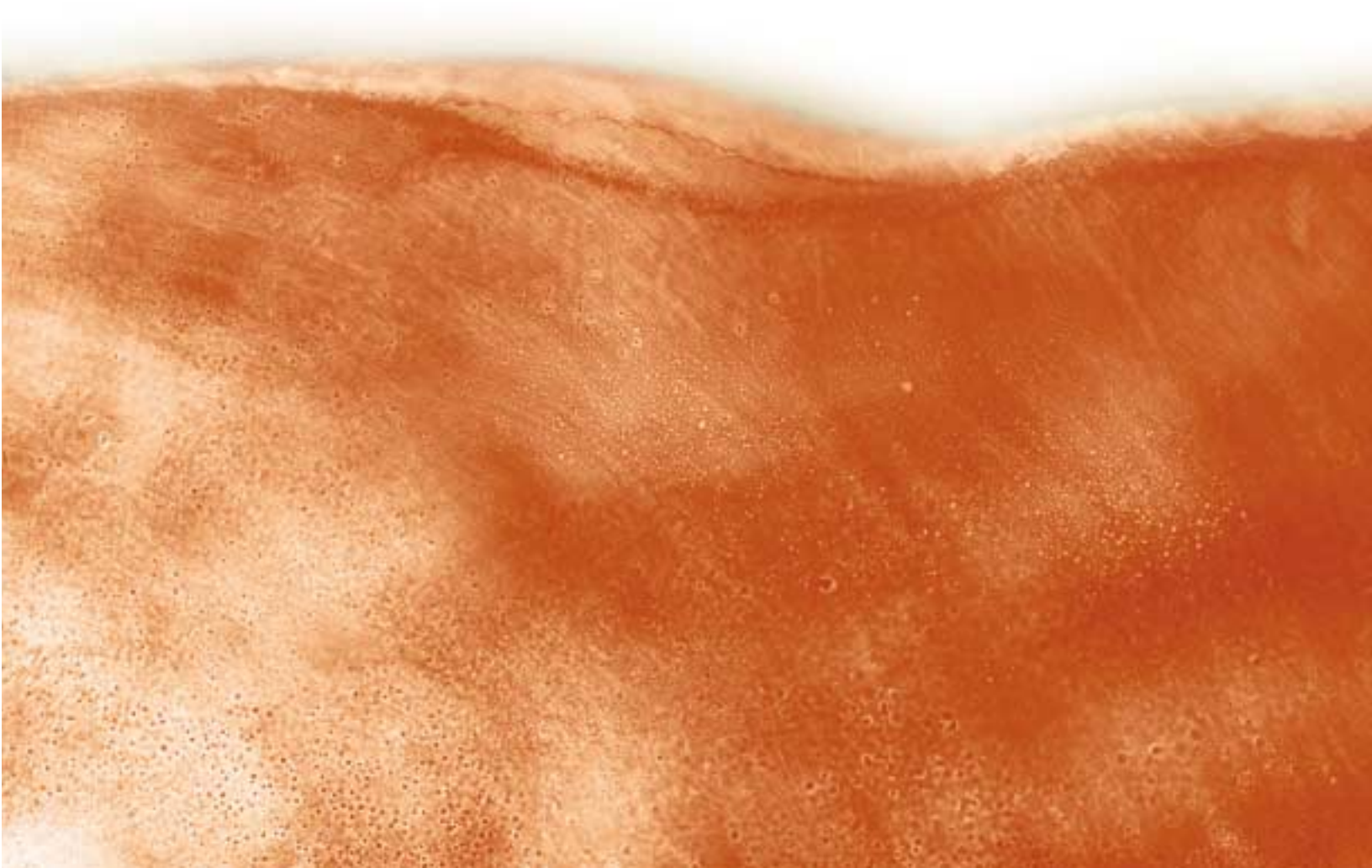
Du côté des entreprises, on remarque que Montréal compte encore près de la moitié des entreprises de la RMR, avec de fortes concentrations dans les secteurs manufacturier et tertiaire. Ce dernier secteur occupe la majorité des travailleurs de la RMR. On note aussi que plusieurs secteurs d'activité sont présents dans plus d'une région de la RMR de Montréal.

Enfin, sur le plan de la création nette d'entreprises au cours de la dernière décennie, on constate des résultats en dents de scie dans certaines régions administratives. Notons toutefois que la performance des régions de Lanaudière et de la Montérégie se situe au delà de la moyenne québécoise.

37. Bien que la proportion de personnes immigrantes résidant en Montérégie par rapport à l'ensemble de la RMR de Montréal a diminué lors du dernier recensement, passant de 10,7 % à 10,5 %, la région comptait tout de même en nombre absolu près de 6 100 personnes immigrantes de plus qu'au recensement précédent, soit une augmentation de 10,9 %.

# Conclusion

---





# Conclusion

---

La région métropolitaine de recensement de Montréal représente sans aucun doute un marché du travail stratégique pour le Québec, autant par l'ampleur des activités économiques qui s'y déroulent que par le rayonnement international que ce marché suscite. Le chômage, qui atteignait des proportions endémiques au début des années 1990, s'est passablement résorbé. La lutte contre celui-ci est cependant loin d'être terminée. Voici donc assez brièvement une liste des principales forces et des principales faiblesses susceptibles d'encourager ou de freiner la croissance de la RMR de Montréal au cours des prochaines années.

## LES PRINCIPALES FORCES DE LA RMR DE MONTRÉAL

- ▶ Nous parlons ici d'un marché de base de 3,4 millions de personnes, qui représente autour de 50 % de l'ensemble du marché québécois.
- ▶ La structure d'occupation est assez similaire d'une région à l'autre, favorisant la mobilité de main-d'œuvre.
- ▶ La main-d'œuvre, nombreuse, est de plus en plus qualifiée (composée d'une forte proportion de personnes diplômées universitaires).
- ▶ Il existe une forte présence d'un réseau de capital de risque et d'institutions financières.
- ▶ On note aussi la présence de pôles manufacturiers des plus diversifiés dans des domaines hautement compétitifs et à forte teneur technologique (aérospatiale, technologies de l'information et des communications, biopharmaceutique).
- ▶ On trouve des centres de recherche publics et privés, des universités et des sièges sociaux bien établis.
- ▶ Les infrastructures du réseau routier et des communications sont bien développées<sup>38</sup>.
- ▶ On a observé la présence de secteurs d'activité en pleine croissance au cours des cinq dernières années, soit ceux des services professionnels, scientifiques et techniques, des services de gestion d'entreprises, du secteur de la fabrication (matériel électronique, imprimerie-édition, produits informatiques).
- ▶ Selon une étude de la Corporate Resources Group, le coût de la vie dans la RMR de Montréal, tant au point de vue du panier d'épicerie, du logement, des services de santé et sociaux que des services de transport, se comparait très avantageusement en 1998 à celui dans d'autres grandes métropoles.
- ▶ On a remarqué une nette croissance de l'entrepreneuriat au cours des dernières années.

---

<sup>38</sup>. Il ne faut pas confondre ici la problématique du réseau routier avec les importantes lacunes constatées en matière de transport en commun dans les banlieues.

## LES PRINCIPALES FAIBLESSES DE LA RMR DE MONTRÉAL

- ▶ Le taux de chômage de la RMR est le plus élevé des principales métropoles nord-américaines.
- ▶ Malgré certaines améliorations, la situation du chômage sur l'île de Montréal demeure préoccupante, tant au regard des prestataires de l'assistance-emploi que des chômeurs.
- ▶ On note également :
  - ▶ une faible croissance démographique en comparaison avec les RMR de Toronto et de Vancouver ;
  - ▶ une forte présence de secteurs manufacturiers à productivité faible (textile, meuble) et montrant des signes de faiblesse selon la Chambre de commerce du Montréal métropolitain ;
  - ▶ une présence marquée de personnes n'ayant pas obtenu un diplôme d'études secondaires et un accroissement du décrochage scolaire ;
  - ▶ une insuffisance de personnes formées dans les universités québécoises afin de répondre aux besoins en main-d'œuvre des industries du secteur de la haute technologie ;
  - ▶ un nombre élevé de familles monoparentales ;
  - ▶ une faible connaissance de la langue de travail par les personnes immigrantes ;
  - ▶ une intégration au marché du travail plus ou moins réussie de la clientèle immigrante, occasionnée entre autres par la non-reconnaissance des études complétées hors du Québec, la non-reconnaissance des compétences professionnelles, les difficultés liées à la recherche d'une première expérience de travail au Québec, le manque d'information sur le marché du travail et la discrimination systémique.

Par ailleurs, certaines faiblesses notées en 1996 sont en voie d'être atténuées comme celle relative à une faible intégration interrégionale des activités sectorielles. Les travaux entrepris ces derniers mois par la Table métropolitaine de concert avec les régions laissent entrevoir des améliorations possibles dans cette perspective d'intégration interrégionale des activités sectorielles. On a souligné également la faible concertation des acteurs engagés dans l'intégration des immigrants. Or, au cours des derniers mois, des actions conjointement menées par plusieurs ministères et organismes (MRCI, E-Q, CAMO Personnes immigrantes, etc.) ont eu pour objectif d'accroître la concertation dans le dossier des immigrants. Soulignons aussi les travaux de Montréal TechnoVision visant à soutenir et orienter les efforts des partenaires de la grande région pour accélérer le développement de la technopole de Montréal.

Bref, malgré de notables progrès, il subsiste plusieurs domaines où des améliorations peuvent être apportées pour soutenir le développement de la main-d'œuvre de la RMR de Montréal.

# Annexes

---







## ANNEXE 2

### DÉCOUPAGE TERRITORIAL CLE VERSUS RMR

MUNICIPALITÉS SITUÉES DANS DES CLE CHEVAUCHANT LA RMR DE MONTRÉAL, MAIS NE FAISANT PAS PARTIE DE LA RMR DE MONTRÉAL

#### Région des Laurentides

New Glasgow  
Sainte-Sophie  
Saint-Antoine  
Prévost  
Saint-Hyppolite

#### Région de la Montérégie

Rivière-Beaudette  
Saint-Télesphore  
Saint-Polycarpe  
Saint-Zotique  
Les Coteaux  
Coteau-du-Lac  
Saint-Clet  
Sainte-Justine-de-Newton  
Très-Saint-Rédempteur  
Rigaud  
Pointe-Fortune

MUNICIPALITÉS SITUÉES DANS DES CLE SITUÉS HORS DE LA RMR DE MONTRÉAL, MAIS FAISANT PARTIE DE LA RMR DE MONTRÉAL

#### Région des Laurentides

Gore

#### Région de Lanaudière

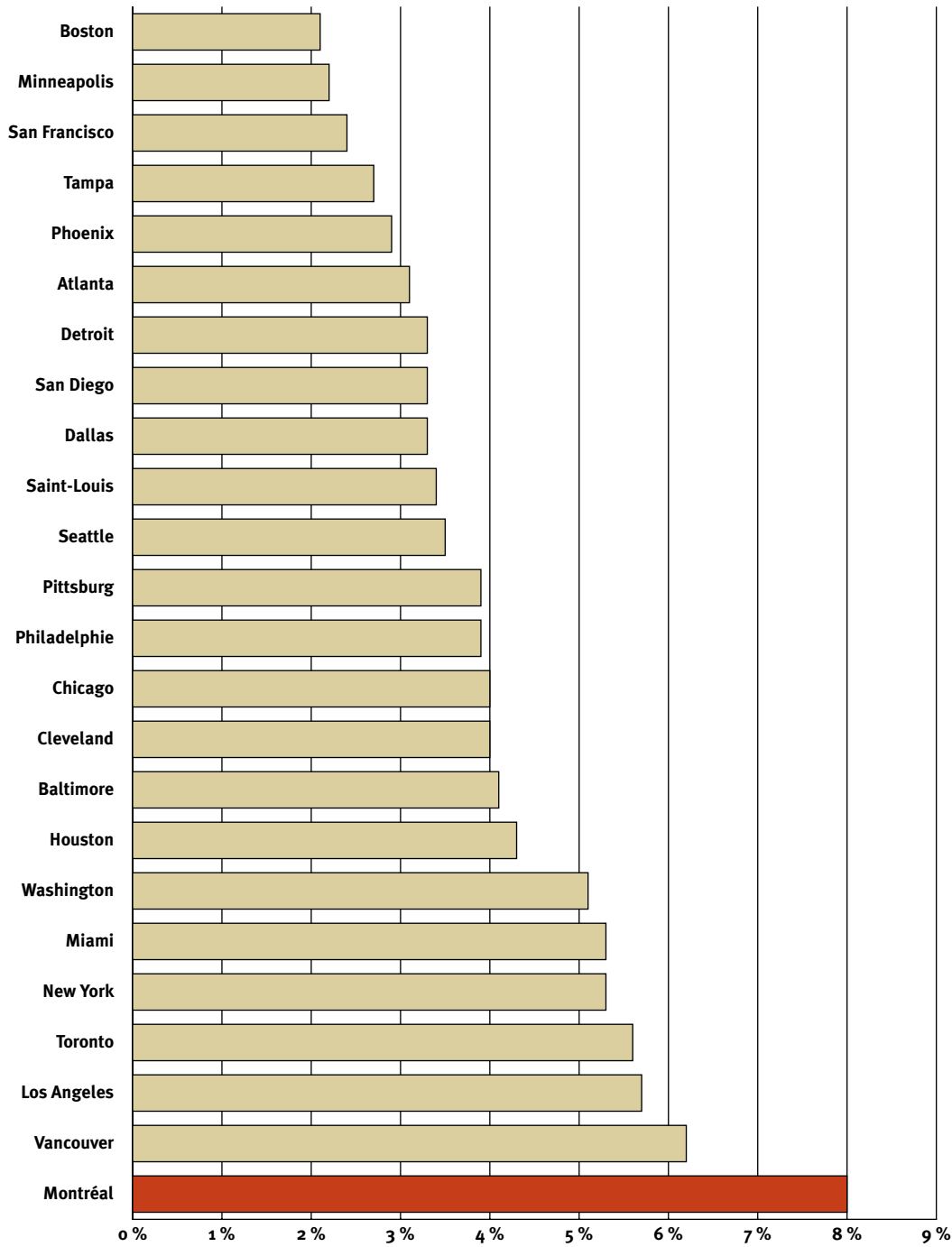
Lavaltrie  
Saint-Antoine-de-Lavaltrie

#### Région de la Montérégie

Melocheville  
Beauharnois  
Maple Grove

### ANNEXE 3

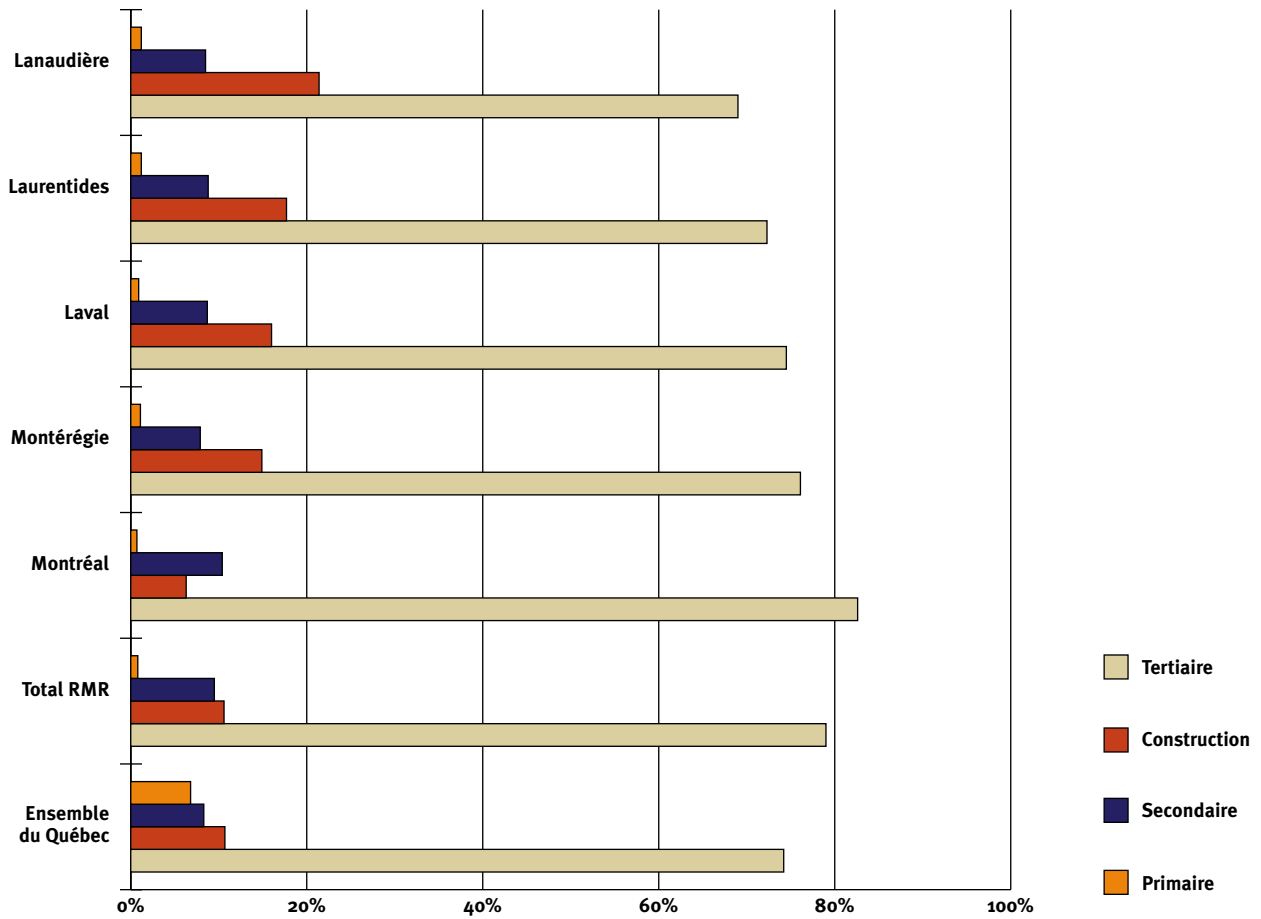
#### TAUX DE CHÔMAGE – RMR NORD-AMÉRICAINES



Source : US Statistics et Statistique Canada, septembre 2000.

## ANNEXE 4

### RÉPARTITION DU NOMBRE D'ENTREPRISES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LA RÉGION



Source : Institut de la statistique du Québec, *Registre des entreprises*, décembre 1999.

## ANNEXE 5

### ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE EN EMPLOI ET EN CHÔMAGE SELON LE GROUPE PROFESSIONNEL, RMR DE MONTRÉAL, 1994-2000

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	NOMBRE DE RÉSIDANTS EN EMPLOI DANS LA RMR EN 1994 (000)	NOMBRE DE RÉSIDANTS EN EMPLOI DANS LA RMR EN 2000 (000)	CROISSANCE DANS LA RMR 1994-2000 (%)	NOMBRE DE CHÔMEURS DANS LA RMR EN 1994 (000)	NOMBRE DE CHÔMEURS DANS LA RMR EN 2000 (000)	CROISSANCE DANS LA RMR 1994-2000 (%)	TAUX DE CHÔMAGE 2000 (%)
Cadres supérieurs	18,6	10,3	- 44,6	0	0	0	—
Cadres intermédiaires	141,2	172,8	22,4	7,8	5,6	- 28,2	3,1
Personnel professionnel en gestion des affaires	46,9	59,1	26	1,9	1,9	0	3,1
Personnel spécialisé en administration et travail de bureau	112,9	102,5	- 9,2	10,7	2,8	- 73,8	2,7
Personnel de bureau	156,2	175,3	12,2	10,2	7,4	- 27,5	4,1
Personnel professionnel des sciences naturelles	60,3	79,6	32	2,6	2,9	11,5	3,5
Personnel technique relié aux sciences naturelles	29,8	49	64,4	2,7	0	0	—
Personnel professionnel des soins de santé	49,6	47,7	- 3,8	0	0	0	—
Personnel technique et spécialisé des soins de santé	19,1	22,1	15,7	0	0	0	—
Personnel de soutien des soins de santé	19,7	27,1	37,6	0	0	0	—
Personnel professionnel des sciences sociales	88,8	99,9	12,5	3,3	2,5	- 24,2	2,4
Personnel paraprofessionnel des sciences sociales et du droit	18,9	20	5,8	0	0	0	—
Personnel professionnel des arts et de la culture	26,4	31,1	17,8	0	1,6	0	4,9
Personnel technique et spécialisé des arts et de la culture	25,3	34,4	36	3,7	2,7	- 27	7,3
Personnel spécialisé de la vente et des services	79,3	107,1	35,1	6,9	4,3	- 37,7	3,9
Personnel technique de la vente et des services	151,4	164,2	8,5	17,1	8,9	- 48	5,1
Personnel élémentaire de la vente et des services	131,9	148	12,2	10,7	9,9	- 7,5	6,3
Personnel des métiers et personnel spécialisé dans la conduite du matériel de transport	114	107,6	- 5,6	13,6	6,1	- 55,1	5,4
Personnel intermédiaire en transport, machinerie, installation et réparation	57,9	81,4	40,6	9	7,4	- 17,8	8,3
Personnel de soutien des métiers et manœuvres	8,5	4,3	- 49	3	0	0	—
Personnel spécialisé du secteur primaire	6,4	5,7	- 10,9	0	0	0	—
Personnel intermédiaire du secteur primaire	1,8	3,1	72,2	0	0	0	—
Personnel élémentaire du secteur primaire	2,4	5,5	129,2	0	0	0	—
Personnel de supervision et personnel spécialisé dans la transformation et la fabrication	17,9	18,1	1,1	1,9	0	0	—
Personnel relié à la transformation et à la fabrication	83,5	95,1	13,9	11,5	9,3	-19,1	8,9
Personnel élémentaire de la transformation	24,6	18,6	- 24,4	4,5	4,8	- 35,6	20,5

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, moyennes annuelles, 1994-2000, compilation par Emploi-Québec.

## ANNEXE 6

ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE EN EMPLOI ET EN CHÔMAGE  
SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, RMR DE MONTRÉAL, 1994-2000

SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	NOMBRE DE RÉSIDANTS EN EMPLOI DANS LA RMR EN 1994 (000)	NOMBRE DE RÉSIDANTS EN EMPLOI DANS LA RMR EN 2000 (000)	CROISSANCE DANS LA RMR 1994-2000 (%)	NOMBRE DE CHÔMEURS DANS LA RMR EN 1994 (000)	NOMBRE DE CHÔMEURS DANS LA RMR EN 2000 (000)	CROISSANCE DANS LA RMR 1994-2000 (%)	TAUX DE CHÔMAGE 2000 (%)
<b>Secteur de la production de biens</b>	359,5	387,8	7,9	41,4	23,2	- 44	5,6
Agriculture	7	7,6	8,6	0	0	0	0
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	4,1	2,6	- 36,6	0	0	0	0
Services publics	13,2	13,8	4,5	0	0	0	0
Construction	62,9	56,7	- 9,9	12,6	4,2	- 66,7	6,9
Fabrication	272,3	307	12,7	27,4	18,4	- 32,8	5,7
<b>Secteur des services</b>	1133,8	1302,1	14,8	85,6	58,1	- 32,1	4,3
Commerce	250,8	286	14	20,8	13,2	- 36,5	4,4
Transport et entreposage	81	89	9,9	6,4	4,7	- 25,4	5
Finances, assurances et immobilier	106,8	104,3	- 2,3	6,4	2,2	- 65,6	2,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	86,7	129,7	49,6	6	6,4	6,7	4,7
Gestion d'entreprises	44,3	64,6	45,8	5,5	5,9	7,3	8,4
Services d'enseignement	100,9	106	5,1	3,9	3,2	- 17,9	2,9
Soins de santé et assistance sociale	158,1	178,4	12,8	5,7	3,5	- 38,6	1,9
Information, culture et loisirs	66,9	91,5	36,8	5,6	4,5	- 19,6	4,7
Hébergement et restauration	84,7	93,9	10,9	13,3	9,8	- 26,3	9,5
Autres services	78,7	77,8	- 1,1	7	3	- 57,1	3,7
Administrations publiques	74,8	80,7	7,9	0	1,6	---	1,9
<b>Total</b>	<b>1493,3</b>	<b>1689,9</b>	<b>13,2</b>	<b>218,1</b>	<b>141,1</b>	<b>-28,2</b>	<b>7,7</b>

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, moyennes annuelles, 1994-2000, compilation par Emploi-Québec.

## ANNEXE 7

### ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE EN EMPLOI ET EN CHÔMAGE SELON LE NIVEAU DE COMPÉTENCE PROFESSIONNELLE, RMR DE MONTRÉAL, 1994-2000

NIVEAU D'EMPLOI	NOMBRE DE RÉSIDANTS EN EMPLOI DANS LA RMR EN 1994 (000)	NOMBRE DE RÉSIDANTS EN EMPLOI DANS LA RMR EN 2000 (000)	CROISSANCE DANS LA RMR 1994-2000 (%)	NOMBRE DE CHÔMEURS DANS LA RMR EN 1994 (000)	NOMBRE DE CHÔMEURS DANS LA RMR EN 2000 (000)	CROISSANCE DANS LA RMR 1994-2000 (%)	TAUX DE CHÔMAGE 2000 (%)
Gestion	159,7	183,1	14,7	7,8	6	- 23,1	3,2
Professionnel	272	317,4	16,7	9,6	9	- 6,3	2,8
Technique	423,5	466,6	10,2	40,7	18,5	- 34,5	3,8
Intermédiaire	470,6	546,1	16	49,4	31,7	- 35,8	5,5
Élémentaire	167,4	176,6	5,5	19,5	14	- 28,2	7,3

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, moyennes annuelles, 1994-2000, compilation par Emploi-Québec.

## ANNEXE 8

### ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE EN EMPLOI ET EN CHÔMAGE SELON LE SECTEUR MANUFACTURIER, RMR DE MONTRÉAL, 1994-2000

SECTEUR DE LA FABRICATION	NOMBRE DE RÉSIDANTS EN EMPLOI DANS LA RMR EN 1994 (000)	NOMBRE DE RÉSIDANTS EN EMPLOI DANS LA RMR EN 2000 (000)	CROISSANCE DANS LA RMR 1994-2000 (%)	NOMBRE DE CHÔMEURS DANS LA RMR EN 1994 (000)	NOMBRE DE CHÔMEURS DANS LA RMR EN 2000 (000)	CROISSANCE DANS LA RMR 1994-2000 (%)	TAUX DE CHÔMAGE 2000 (%)
Aliments et boissons	29,4	31,6	7,5	1,7	0	0	0
Textiles et produits textiles	11	12,5	13,6	2,1	1,6	- 23,8	11,3
Vêtements	47,8	39,8	- 16,7	7,3	2,8	- 61,6	6,6
Produits en bois	5,8	6,2	6,9	0	0	0	0
Papier	10,3	10,2	- 1,0	0	0	0	0
Imprimerie et édition	13,2	14,2	7,6	0	0	0	0
Produits du pétrole	1,5	2,2	46,7	0	0	0	0
Produits chimiques	21,1	26,5	25,6	0	0	0	0
Produits en caoutchouc	12,2	11,7	- 4,1	0	0	0	0
Produits minéraux non métalliques	5,9	7,3	23,7	0	0	0	0
Première transformation des métaux	5,7	8,3	45,6	0	0	0	0
Fabrication de produits métalliques	14,6	23,3	59,6	2	0	0	0
Fabrication de machines	10,7	13	21,5	0	0	0	0
Fabrication de produits informatiques	16,8	28,7	70,8	0	0	0	0
Fabrication de matériel électronique	7,8	12,3	57,7	0	0	0	0
Fabrication de matériel de transport	31,1	31,5	1,3	1,6	0	0	0
Fabrication de meubles	11,9	14,8	24,4	2,9	2,4	- 20,8	13,9

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, moyennes annuelles, 1994-2000, compilation par Emploi-Québec.

## ANNEXE 9

### LIEU DE TRAVAIL ET LIEU DE RÉSIDENCE DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPÉE, EN 1996

LIEU DE RÉSIDENCE	TOTAL PERSONNES OCCUPÉES	LIEU DE TRAVAIL						EMPLOIS OCCUPÉS DANS LE TERRITOIRE			NOMBRE D'EMPLOIS MOINS LA POPULATION ACTIVE OCCUPÉE	
		Montréal	Laval	Laurentides	Lanaudière	Montérégie	Total RMR	Total hors RMR	Par des résidents	Par des non-résidents		Total d'emplois dans le territoire
Montréal	717 180	661 460	16 505	5 485	3 545	22 045	709 040	8 140	661 460	351 540	1 013 000	295 820
Laval	145 725	78 920	54 740	6 270	1 730	2 630	144 290	1 435	54 740	48 890	103 630	- 42 095
Laurentides	132 130	37 925	18 115	67 020	2 345	2 655	128 060	4 070	67 020	21 035	88 055	- 44 075
Lanaudière	92 135	45 285	7 680	2 920	3 080	2 755	89 445	2 690	30 805	11 955	42 760	- 49 375
Montérégie	338 585	153 110	3 125	1 420	1 080	164 525	323 260	15 325	164 525	49 135	213 660	- 124 925
Total RMR de Montréal	1 425 755	976 700	100 165	83 115	39 505	194 610	1 394 095	31 660	978 550	482 555	1 461 105	35 350

Source : Statistique Canada, *Lieu de résidence et lieu de travail de la population active occupée de la RMR de Montréal*, recensement de 1996, compilation spéciale effectuée pour Emploi-Québec.



## Liste des tableaux et graphiques

---

Tableau 1	Population de 15 ans et plus selon la région métropolitaine de recensement, 1987-2000	2
Tableau 2	Prévision de l'évolution de la population de la RMR de Montréal et Québec, 1996-2006	2
Tableau 3	Évolution de la population active selon le groupe professionnel au sein de la RMR, 1994 et 2000	13
Tableau 4	Répartition du nombre d'entreprises selon le secteur d'activité économique RMR de Montréal et ensemble du Québec, 1999	17
Tableau 5	Répartition du nombre d'entreprises selon la taille, RMR de Montréal et ensemble du Québec, 1999	17
Tableau 6	Répartition des dépenses d'immobilisation, régions administratives chevauchant la RMR de Montréal et ensemble du Québec 1994 et 1999	18
Tableau 7	Déplacements de la population active occupée selon le lieu de résidence et le lieu de travail, 47 CLE situés dans la RMR de Montréal, 1996	23
Tableau 8	Évolution de la population intra-RMR, 1991-1996	24
Tableau 9	Évolution de la population immigrante, RMR de Montréal, 1986-1996	25
Tableau 10	Répartition intra-RMR des entreprises, RMR de Montréal, 1999	27
Tableau 11	Croissance relative nette d'entreprises, régions administratives chevauchant la RMR de Montréal, 1992-1996 et 1996-2000	29
Tableau 12	Répartition des dépenses d'immobilisation, régions administratives chevauchant la RMR de Montréal, 1994 et 1999	29
Graphique 1	Part occupée par la population immigrante et par la population non immigrante dans chaque région de la RMR de Montréal et à l'échelle du Québec, 1996	15
Graphique 2	Évolution du nombre de résidents en chômage et du taux de chômage, RMR de Montréal, 1990-2000	16
Graphique 3	Évolution du chômage dans les cinq régions de la RMR de Montréal, 1991-1996	26
Graphique 4	Évolution des taux de croissance du PIB et des résidents en emploi régions administratives du Grand Montréal, 1996-1999	28

## Références bibliographiques

---

- Agence métropolitaine de transport, *Enquête origine-destination*, 1998.
- Développement économique Canada, *Économie du Québec Analyse des tendances*, direction générale Planification et Orientations stratégiques, mai 2000.
- Institut de la statistique du Québec, *Données du recensement de 1996 sur les 17 régions administratives du Québec*.
- Institut de la statistique du Québec, *Perspectives de la population québécoise dans les différentes régions administratives, 1996 à 2041*, Québec, 1999.
- Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec*, édition 1999.
- Institut de la statistique du Québec, *Produit intérieur brut réel au prix du marché*, 28 septembre 2000.
- Institut de la statistique du Québec, *Registre des entreprises*, décembre 1999.
- Ministère de la Solidarité sociale, *Statistiques officielles sur les prestataires d'assistance-emploi*, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, juin 2000.
- Ministère de l'Éducation du Québec, *Indicateurs de l'éducation - Édition 2000*, Direction des statistiques et des études quantitatives.
- Ministère de l'Éducation du Québec, *Plan stratégique 2000-2003*, mars 2000.
- Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Profil économique de la région du Grand Montréal*, Direction de l'analyse des PME et des régions, 1999.
- Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Profil économique des régions du Québec – Investissements privés et publics*, Direction de l'analyse des PME et des régions, 1999.
- Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, *La conjoncture économique des régions du Québec en 1994*.
- Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, *Les minorités visibles au Québec – Recensement 1996*, Collection ÉTUDES, RECHERCHES ET STATISTIQUES, N<sup>o</sup>. 3, Direction de la planification stratégique, août 1999.
- Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, *L'immigration au Québec : Un choix de développement 2001-2003*, document de consultation.
- Montréal TechnoVision, *Indicateurs de performance 2000 – Montréal et sa région*, 2000.
- Price Waterhouse Coopers, *Comparison of High-Tech Industries in Major North American Metropolitan Areas*, 17 octobre 2000.
- Riverin Nathaly, *L'entrepreneuriat dans les régions administratives et leurs territoires MRC*, 24 novembre 2000.
- Roy Gilles, *Profil des travailleurs autonomes immigrants et membres des communautés culturelles du Québec*, CAMO-PI et Emploi-Québec, mars 2000.
- Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, publication no.71-001-PIB, 28 février 2001.
- Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 1987-2000 – Emploi selon la RMR et la profession*.
- Statistique Canada, *Lieu de résidence et lieu de travail de la population active occupée des 47 CLE chevauchant la RMR de Montréal*, recensement 1996, compilation spéciale effectuée pour Emploi-Québec.

---

**COMPILATION, RECHERCHE ET ANALYSE :**

Raymond Langevin, M. Sc. (sociologie)  
Consultation S.A.R.L.

**COORDINATION :**

Normand Malo, coordonnateur de la Table métropolitaine, Emploi-Québec

**CONSULTATION :**

Régis Martel, coordonnateur de l'information du marché du travail,

**CONCEPTION GRAPHIQUE :**

Agence Code communications inc.

**PRÉPRESSE ET IMPRESSION :**

XXX

© Gouvernement du Québec.

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec, 2000

ISBN 2-550-36 106-7

